

La Protection Judiciaire du détenteur évincé en Droit Civil Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Vendredi 21 Novembre 1930, à 14 heures

PAR

JEAN LAROQUE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

JURY :

Président : M. RIPERT, professeur.

Suffragants : M. MOREL, professeur.

M. NIBOYET, professeur.

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, PARIS

—
1930

La Protection Judiciaire du détenteur évincé
en Droit Civil Français



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Protection Judiciaire du détenteur évincé en Droit Civil Français

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Vendredi 21 Novembre 1930, à 14 heures

PAR

JEAN LAROQUE

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

JURY :

Président : M. RIPERT, professeur.

Suffragants : M. MOREL, professeur.

M. NIBOYET, professeur.

LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge, PARIS

—
1930

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses; ces opinions doivent être consi-
dérées comme propres à leurs auteurs.*



Introduction

1. — *Possession et détention.* — La possession d'une chose, c'est, au sens le plus général de cette expression dans notre droit, « l'état de fait qui consiste à détenir une chose « d'une façon exclusive et à accomplir sur cette chose les « mêmes actes matériels d'usage et de jouissance que si on « en était propriétaire » (1). Dans un sens plus précis, on qualifie seul de possesseur celui qui au *corpus* joint *l'animus domini*, celui qui possède à titre de propriétaire, aux termes des articles 2228 et 2229 du Code Civil, et on appelle détention ou possession précaire le simple fait pour une personne de tenir une chose sous sa puissance.

Le terme « possession précaire » n'a plus à l'heure actuelle le même sens qu'en droit romain. En droit romain il existait un contrat spécial de précaire, contrat innommé, en vertu duquel le propriétaire abandonnait entièrement son bien au précariste, tout en se réservant la faculté de le reprendre à première réquisition. Vis-à-vis de tous, sauf du

(1) PLANIOL, RIPERT, PICARD, n° 143, p. 154.

propriétaire, le précariste était protégé comme un véritable possesseur ; le vice de sa possession était relatif (2).

Il n'en est plus de même aujourd'hui ; le possesseur précaire est celui qui ne réunit pas *l'animus* au *corpus*. Le défaut d'*animus* n'est pas un vice de la possession ; *l'animus* est un des éléments constitutifs de celle-ci ; sans lui elle n'existe pas ; son absence peut être invoquée par tous.

2. — *L'animus*. — Mais qu'est-ce que *l'animus* dont la présence distingue la possession de la détention ? Sa nature a été extrêmement discutée. Le Code Civil exige une possession « pour soi, et à titre de propriétaire » (3), le Code de Procédure Civile une possession « à titre non précaire » (4). Les auteurs définissent *l'animus*, soit l'intention d'exercer un droit réel, soit le fait pour le possesseur de ne pas avoir un titre incompatible avec l'idée qu'il est titulaire du droit qu'il exerce. C'est là une controverse célèbre et la doctrine et les Codes se partagent entre la théorie subjective de Savigny, qui oppose *l'animus domini* à *l'animus detinendi*, et la théorie objective de Ihering, qui considère l'intention comme implicitement contenue dans le pouvoir de fait sur la chose, et se préoccupe uniquement de la *causa possessionis*.

(2) CUQ, Manuel des Institutions juridiques des Romains, 1917, p. 504.
— GIRARD, Manuel élémentaire de droit romain, 7^e édition, 1924, p. 628.

(3) Art. 2229 et 2230, C. civ.

(4) Art. 23, C. Proc. Civ.

3. — *Définition de la détention.* — Tout le monde se trouve d'ailleurs d'accord sur la définition de la détention; les partisans de la théorie subjective, tels MM. Aubry et Rau (5) déclarant que « les simples détenteurs sont légalement réputés n'avoir pas l'*animus sibi habendi* » définissent les détenteurs, comme les partisans de la théorie objective : « ceux qui, détenant une chose en vertu d'une convention ou d'une qualité d'après laquelle ils sont obligés de la restituer, à l'expiration du terme fixé par la convention ou lors de la cessation de leur qualité, la possèdent pour le compte d'autrui » (6).

C'est pourquoi, il est relativement simple d'établir la liste des détenteurs; on distingue, d'une part, ceux qui sont des détenteurs vis-à-vis du propriétaire de la chose, mais prétendent exercer sur elle un droit réel propre, qu'il est possible de posséder, et bénéficient en conséquence de la protection possessoire : ce sont l'usufruitier, l'usager, le créancier gagiste, le superficiaire, l'emphytéote d'après la jurisprudence (7). D'autre part il y a les détenteurs qui ne peuvent prétendre sur la chose à aucun droit réel susceptible de possession, tels le locataire, le précariste, le commodataire, le dépositaire, le séquestre, le mandataire conventionnel, les administrateurs légaux et judiciaires, etc... (8).

(5) 5^e édition, t. II, § 177 et sq.

(6) AUBRY et RAU, *loc. cit.*, § 180.

(7) Civ. Cass. 26 juin 1822. S. 1822, I, 362. Bournizien-Dubourg c/ Despagnac. Observations du conseiller Briquet.

(8) DE FOLLEVILLE, De la possession précaire. *Revue pratique de droit français*, t. 38 (1874) — 2 — PLANIOL, RIPERT et PICARD, n^o 161.

4. — *Protection de la détention.* — Mais la divergence des définitions de l'*animus* entraîne des conséquences bien plus considérables en ce qui concerne la protection du possesseur ou du détenteur lorsqu'ils sont troublés ou évincés.

Le droit civil français ne protège pour elle-même que la possession. Le *corpus* est insuffisant, l'*animus* est nécessaire non seulement pour l'acquisition de la propriété par la possession prolongée pendant un certain temps, mais encore pour la protection du possesseur.

Au contraire, certaines législations étrangères, tel le droit allemand, partant d'un point de vue purement objectif, protègent celui qui exerce le pouvoir de fait sur la chose sans se préoccuper ni de son intention, ni de son titre; elles ne se préoccupent de ce titre que lorsque des conflits de droits se produisent, en matière de propriété et de prescription. Mais tant qu'il ne s'agit que de protéger un exercice de fait contre un trouble de fait, à quoi bon faire intervenir une intention que l'on est d'ailleurs obligé de présumer ?

C'est cependant la conception de la législation française. Aux termes de l'article 23 du Code de Procédure Civile, « les actions possessoires ne seront recevables qu'autant qu'elles auront été formées... par ceux qui... étaient en possession... à titre non précaire. » Ainsi seul le possesseur véritable troublé dans sa jouissance ou menacé de trouble peut agir en complainte ou en dénonciation de nouvel œuvre. Le

détenteur, tel le fermier, est obligé d'agir contre le propriétaire, si celui-ci doit lui assurer une détention paisible en vertu du contrat de bail, et le propriétaire seul peut recourir contre l'auteur du trouble. Cascade de recours bien inutile, bien longue et bien coûteuse, pour un trouble de fait souvent plus agaçant qu'important, alors surtout que tous les droits des parties au pétitoire sont réservés.

5. — *Effets de la détention d'après la jurisprudence.* — Mais est-il rigoureusement exact de dire que la détention ne produit aucun effet dans notre droit ? Si en elle-même la loi l'ignore, la jurisprudence développant des principes généraux a accordé au détenteur une certaine protection (9). D'une part, elle lui reconnaît assez libéralement le droit de rétention, lorsqu'il se trouve créancier du propriétaire de la chose et qu'il existe un lien entre la créance et la chose détenue. D'autre part, en vertu du principe « *Spoliatus ante omnia restituendus* », dans l'intérêt de l'ordre public plus que dans le sien, le détenteur peut se faire réintégrer dans la détention d'une chose dont il a été dépouillé injustement. Malgré l'opposition d'une grande partie de la doctrine, malgré les termes de l'article 23 du Code de Procédure Civile, la jurisprudence lui accorde la réintégration quand il a été évincé d'un immeuble par violence ou voie de fait, et une revendication de la détention, véritable réintégration mobilière, quand

(9) AUBRY et RAU, § 177. — PLANIOL et RIPERT, PICARD, n° 163.

une perte ou un vol l'ont privé de la détention d'un meuble. C'est cette jurisprudence, — qui, dans le cas le plus équitable, tend à rapprocher le droit français du Code Civil allemand, — qui fait l'objet de la présente étude.

Enfin, en dehors de la protection judiciaire, le détenteur peut se défendre contre les actes d'agression commis sur la chose détenue; il a le droit de légitime défense (10).

6. — *La détention du domaine public.* — Il faut mettre complètement à part une catégorie particulière de détenteurs, les détenteurs d'une parcelle du domaine public. La jurisprudence les traite en possesseurs précaires, au sens de ce mot en droit romain. Car, s'il est essentiel de maintenir l'affectation du bien à sa destination publique, il n'y a aucun intérêt à avantager un particulier vis-à-vis d'un autre particulier entre lesquels ne se débattent que des intérêts purement privés. Il en résulte que « l'exception de domanialité » ne peut être soulevée qu'au nom et dans l'intérêt de l'Etat, « du département, de la commune (11) ». Vis-à-vis de tous autres, le détenteur d'une parcelle du domaine public est considéré comme possesseur et protégé comme tel. Le vice de sa possession est purement relatif.

Sur le terrain des principes, cette jurisprudence pourrait être critiquée; le défaut d'*animus* n'est pas un vice, mais

(10) Art. 227 C. Civ. allemand. Comp. art. 322, 328, 329, C. Pén.

(11) VIEL. De l'emploi de l'action possessoire à l'occasion des dépendances du domaine public. *Thèse*, Province, 1907, p. 71.

l'absence d'un élément constitutif de la possession. Cette jurisprudence est néanmoins assez heureuse, et l'on peut regretter que les termes formels de l'article 23 du Code de Procédure Civile aient empêché qu'elle s'étende aux autres détenteurs.

7. — *Plan.* — A l'heure actuelle ceux-ci ne sont protégés judiciairement en cas d'éviction que s'ils ont été évincés par violence d'un immeuble, par vol d'un meuble. Dans le premier cas, ils ont à leur disposition une action possessoire de la compétence du juge de paix, la réintégration; dans le second, une véritable action en revendication. Nous allons étudier successivement dans deux parties :

I. — La protection judiciaire du détenteur d'immeuble évincé.

II. — La protection judiciaire du détenteur de meuble évincé.

PREMIERE PARTIE

La protection judiciaire du détenteur d'immeuble évincé

Le détenteur d'immeuble peut être évincé soit régulièrement, en vertu d'un jugement, d'une expropriation, d'une loi ; soit irrégulièrement par violence ou voie de fait. Il ne peut certes être protégé contre une éviction régulière ; mais malgré les termes quasi-généraux de l'article 23 du Code de Procédure Civile qui n'accorde les actions possessoires qu'aux possesseurs non précaires, la jurisprudence accorde la réintégration aux détenteurs évincés par violence ou voie de fait.

Nous allons étudier dans trois chapitres : 1° si c'est à bon droit que la réintégration est accordée aux détenteurs ; 2° quels détenteurs sont protégés et contre quels actes de violence ; 3° quels sont pour le détenteur les effets de la réintégration.

CHAPITRE PREMIER

Existence de la réintégrande et protection du détenteur par la réintégrande

Sur l'existence et les conditions d'exercice de la réintégrande de très vives controverses se sont élevées. En effet, les textes étaient imprécis, les précédents historiques discutés; et un siècle d'une jurisprudence constante de la Cour de Cassation n'a pu encore établir l'accord de toute la doctrine ni de tous les tribunaux.

SECTION I. — LES TEXTES

8. — *Les Codes.* — Examinons en premier lieu les textes législatifs sur la réintégrande. Elle apparaît à peine dans les codes impériaux. Le Code Civil ne contient pas de disposition sur les actions possessoires. Incidemment, à propos de la contrainte par corps, l'art. 2060, 2°, édicte que la « réintégrande » est sanctionnée par la contrainte par corps. Quels sont les caractères de cette action ? Il ne le dit pas. Protège-t-elle la détention, la possession actuelle, ou uniquement la possession annale ? On ne sait. — Existe-t-elle même ? On le discutera, car le Code de Procédure Civile ne

contient aucune énumération des actions possessoires; dans son article 23, il paraît considérer qu'il n'y en a qu'une, pour l'exercice de laquelle une possession annale, véritable et non viciée, est nécessaire.

9. — *Les lois postérieures.* — Malgré l'ardente opposition d'une partie de la doctrine, la jurisprudence cependant affirmait bientôt l'existence de la réintégrande, et dès ses premiers arrêts, en autorisait l'exercice par le détenteur. La loi du 25 mai 1838, dont le texte fut reproduit par la loi du 12 juillet 1905 (art. 7) et par celle du 1^{er} janvier 1926, approuva au moins partiellement cette jurisprudence, en édictant que les juges de paix connaîtraient à charge d'appel « des dénonciations de nouvel œuvre, plaintes, actions « en réintégrande, et autres actions possessoires fondées sur « des faits également commis dans l'année ». Il était dit dans l'exposé des motifs de la loi de 1838 : « Le législateur ne « doit plus abandonner aux variations de la jurisprudence « la solution de questions controversées ou qui pourraient « l'être. Dans ce dessein, le projet de loi ajouté à la clarté « de l'art. 10 de la loi du 24 août 1790 (1)... en classant « formellement au nombre des actions possessoires la dénon- « ciation de nouvel œuvre, la plainte qui s'exerce en cas « de simple trouble apporté à une possession acquise, la « réintégrande qui suppose la spoliation du possesseur. »

(1) Reproduit par l'art. 3 du Code de Procédure Civile.

Ainsi se trouvait résolue la question de l'existence de la réintégrande, mais non celle de ses conditions d'exercice, notamment celle de savoir si elle pouvait être exercée par un simple détenteur.

SECTION II. — LA DOCTRINE

10. — *Opinions refusant au détenteur l'exercice de la réintégrande.* — Aussi beaucoup d'auteurs déclarèrent-ils que, même si la réintégrande existait, elle nécessitait pour son exercice les mêmes conditions que la complainte, c'est-à-dire une possession véritable, réunissant l'*animus* au *corpus*, non viciée, et annale (2).

Ils invoquent d'une part les textes : l'art. 23 du Code de Procédure doit s'appliquer à toutes les actions possessoires, quelque nom qu'elles portent. Or, il décide d'une façon générale que les actions possessoires n'appartiennent qu'à celui qui possède à titre non précaire ; or, la réintégrande est une action possessoire ; donc elle n'appartient pas au simple détenteur.

En second lieu, ils trouvent illogique de donner la réin-

(2) TOULLIER. Droit civil, XI, n° 126 et sq. — PONCET. Des actions, n° 99. — RAUTER, Cours de Procédure, § 395. — TROPLONG. De la prescription, I, 305 et sq ; et de la contrainte par corps, sur l'art. 2060. — CURASSON. De la compétence des juges de paix, t. 2, p. 60, 85 à 93, note a. — DUFFAU-LAGAROSSE. De la valeur de la distinction traditionnelle des actions possessoires, p. 14 et sq. — GARSONNET et CÉZAR-BRU, t. I, n° 430. — PLANIOL, traité élémentaire, t. I, n° 2.305 et sq. — AUBRY et RAU, deux premières éditions, § 189.

tégrande au détenteur. « Comment se familiariser, écrit Curasson (3), avec l'idée d'une double action pour le même objet : l'une qui serait accordée à l'injuste détenteur afin de le rétablir dans la chose dont il s'était emparé, l'autre appartenant au légitime possesseur et devant le même juge pour être maintenu dans sa possession actuelle ? » C'est illogique et c'est aussi anachronique. La réintégrande se comprenait uniquement dans un temps où l'on n'avait que trop l'habitude de défendre son droit les armes à la main. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Si le détenteur a à se plaindre de violences, il n'a qu'à porter son action devant le Tribunal correctionnel ; quant aux voies de fait, il ne peut s'en plaindre, puisqu'il n'a aucun droit.

Enfin l'on soutient qu'historiquement la complainte et la réintégrande s'étaient depuis le xv^e siècle fondues en une seule et même action, dont l'objet seul différait, la complainte étant accordée en cas de trouble, et la réintégrande en cas d'éviction.

D'autres auteurs, il est vrai, faisaient une petite distinction : la réintégrande aurait été accordée au possesseur, même non annal, tandis que la complainte nécessitait une possession d'an et jour (4). Mais tous ces auteurs se trouvent d'accord pour refuser la réintégrande au détenteur.

(3) *loc. cit.*

(4) GLASSON et TISSIER, t. 1, n^o 206.

11. — *Historique de la réintégrande.* — Les controverses ont porté principalement sur les précédents historiques de la réintégrande, et il est par suite nécessaire de les rappeler brièvement. Il y a eu pour les actions possessoires, comme pour bien d'autres institutions de notre droit, une réunion, un mélange de règles diverses empruntées à des sources différentes : droit romain, droit canonique, droit coutumier, évolution de la période royale.

En droit romain, les actions possessoires existaient sous formes d'interdits créés par le préteur, et on distinguait le possessoire du pétitoire, pour les meubles comme pour les immeubles. En cas de dépossession violente d'un immeuble, on accordait l'interdit *unde vi*. En matière immobilière la durée de la possession importait peu ; le possesseur actuel était protégé, quelque courte qu'eût été sa possession. Bénéficiaient des interdits le précariste, le créancier gagiste, le dépositaire séquestre, et les locataires à long terme. Par contre, le fermier et le locataire à court terme, le commodataire, le dépositaire ordinaire, l'usufruitier, n'étaient pas protégés.

L'interdit *unde vi* paraît avoir subsisté en Gaule après les invasions barbares, et il en est question dans les recueils Gallo-Romains.

Dans les populations barbares, la première apparition de la protection possessoire est due au droit canonique. Il imagina une *exceptio spolii*, par laquelle un évêque expulsé de son siège épiscopal et, après coup, accusé d'adultère ou

de simonie pour justifier son expulsion, ne peut être jugé avant d'avoir été réintégré sur son siège : « *spoliatus ante omnia restituendus* ». Cette solution est contenue pour la première fois dans les Fausses Décrétales, au Canon Redintegranda. L'*exceptio spoli* se développa, fut accordée à d'autres qu'aux évêques ; bientôt il s'y ajoutera une *actio spoli*, accordée contre tout possesseur injuste.

Parallèlement, en Normandie, se développait une procédure dite « clameur de haro ». Lorsqu'un homme était attaqué, il appelait ses voisins à sa défense. Lorsque la justice privée disparut, il appela les sergents du duc. Si l'assaillant ne s'arrête pas, il offense le duc et sera toujours obligé de restituer et de payer une amende.

Enfin au centre de la France, la protection possessoire apparaît presque parfaite au temps de Beaumanoir. Il distingue trois actions : celles de nouvelle dessaisine, de nouveau trouble, et de force. C'est l'action de force qui se rapproche le plus de l'*actio spoli* et d'où naîtra la réintégrande. Elle est accordée au XIII^e siècle en matière mobilière et immobilière, au cas de dépossession par violence. La saisine d'an et jour est inutile. Toute force étant en principe interdite, même le possesseur sans titre et le voleur peuvent se faire réintégrer. La réintégrande était admise pour recouvrer une possession tellement vicieuse, qu'elle eût pu « emporter la hart ». Une seule condition est exigée en dehors de la

possession de fait dont l'expulsé a été dépouillé, c'est que la dépossession remonte à moins d'un an (5).

12. — *Historique de la réintégrande (suite)*. — La réintégrande n'a pas disparu entre le xiv^e et le xix^e siècle. Mais ses conditions d'exercice se sont-elles modifiées ? Nos anciens auteurs le discutaient déjà. Laurière (6) soutenait que la réintégrande et la complainte s'étaient fondues en une seule action sous l'influence du Premier Président Simon de Bucy (mort en 1358). Celui-ci aurait fait admettre que celui qui était expulsé de son héritage n'en perdait que la possession de fait et non la saisine. Il pouvait par suite par voie de complainte, demander à être conservé ou maintenu dans cette possession. La réintégrande serait donc devenue inutile dès le milieu du xiv^e siècle.

Cependant l'on constate que l'ordonnance de 1667 la régleme sous le titre 18, intitulé « des complaints et réintégrandes ». L'article premier de ce titre traite de la complainte. « si aucun est troublé en la possession et jouissance d'un héritage... qu'il possédait publiquement, sans violence, à autre titre que de fermier ou possesseur précaire, peut, dans l'année du trouble, former complainte en cas de saisine et nouvelleté contre celui qui lui a fait le

(5) BEAUMANOIR. Chap. 32, n^{os} 979 et sq.

(6) Coutume de Paris, éd. 1777, t. 1, p. 257 — suivi par TROPLONG, MM. GARSONNET et CÉSAR-BRU, M. PLANIOL, etc...

« trouble. » L'article 2 est consacré à la réintégrande, mais il est plus concis : « Celui qui aura été dépossédé par violence ou voie de fait, pourra demander la réintégrande par action civile et ordinaire, ou extraordinairement par action criminelle; et s'il a choisi l'une de ces deux actions, il ne pourra se servir de l'autre, si ce n'est qu'en prononçant sur l'extraordinaire on lui eût réservé l'action civile. » L'ordonnance est muette quant à la qualité et quant à la durée de la possession.

Mais Denisart (7) et Dareau (8) n'exigent pas une possession annale pour intenter la réintégrande. D'autre part, le seul auteur du XVIII^e siècle qui eut approfondi la théorie de la possession, Pothier (9), écrivait : « En un mot, quelque vicieuse que soit la possession dont quelqu'un a été dépossédé par violence, fût-ce une possession qu'il eut lui-même acquise par violence, il est reçu à intenter l'action de réintégrande contre un tiers qui l'en a dépossédé : *Qui a me vi possidebat, si ab alio dejiciatur, habet interdictum. L. 1, § 30, ff de vi et vi arm.* »

Ainsi à la fin du XVIII^e siècle, et quoique la question soit déjà controversée entre les auteurs, on peut dire que la réintégrande existait et protégeait la simple détention (10).

(7) V^o plainte, nos 14 et 15.

(8) in Traité des injures.

(9) Traité de la possession, n^o 114 in fine. Contra Jousse, sur le titre XVIII de l'ord. de 1667.

(10) Cf DEVILLENEUVE, notes au S. 1836, 1, 15 — 1837, 1, 609 — 1839, 1, 641.

13. — *Opinion accordant l'exercice de la réintégrande au détenteur.* — C'est pourquoi, malgré l'incertitude des textes impériaux, beaucoup d'auteurs, dès avant la loi de 1838, furent d'avis d'accorder la réintégrande au détenteur. Lorsque cette dernière loi fut intervenue, affirmant l'existence de la réintégrande comme action distincte de la complainte, des auteurs qui auparavant soutenaient que depuis nos Codes la réintégrande n'existait plus, se reportèrent pour en déterminer les conditions d'exercice à notre ancien droit, et notamment à Pothier, et l'accordèrent au détenteur.

En dehors des arguments de texte et des arguments historiques que nous avons déjà vus, on peut faire remarquer l'utilité de la réintégrande. L'ordre public est troublé par la violence, juste ou injuste; nul de nos jours ne doit se faire justice à lui-même. Or, le droit pénal ne punit que la violence exercée sciemment sur la chose d'autrui; la réintégrande permettra au détenteur de se remettre en possession contre quiconque, même propriétaire, l'évincerait par violence. Si le propriétaire a été lui-même évincé, qu'il recoure à la complainte ou à la réintégrande. Mais en dehors de la légitime défense, l'emploi de la violence est inadmissible dans une société civilisée. Et nous pouvons conclure avec Heurion de Pansey (11) : « Lorsque la violence a dépouillé

(11) De la compétence des juges de paix. Chap. 52, p. 504.

« celui qui jouissait, rien de plus naturel que d'ordonner
« préalablement sa réintégrande, sauf ensuite à examiner et
« à peser les moyens et les titres de son adversaire : le main-
« tien de l'harmonie sociale, le respect dû à la possession
« et le préjugé qui en résulte, conduisent également à cette
« idée... » (12). Certes la même raison vaudrait pour accor-
der la complainte au détenteur : mais là, la jurisprudence
s'est heurtée au texte formel de l'article 23 Code de Procé-
dure Civile.

SECTION III. — LA JURISPRUDENCE

14. — Dès le début du XIX^e siècle, en s'appuyant sur la mention de la réintégrande contenue dans l'art. 2060 C. Civ. et sur les précédents historiques, la Cour de Cassation affirma que la réintégrande continuait d'exister avec ses caractères et ses effets propres, et qu'elle protégeait le détenteur évincé par violence ou voie de fait.

En 1819, la Chambre des Requêtes autorisait un fermier à agir en réintégrande dans l'espèce suivante (13) : la dame Déa, par un déplacement de bornes, s'était emparée de quelques mètres de terrain exploité par Dauphinot, fer-

(12) Cf également en ce sens : BIOCHE, Traité des actions possessoires, n° 90. PROUD'HON, Traité du domaine privé, t. II, 490 à 492. — APPLETON, De la possession et des actions possessoires, thèse, p. 367. — ARCHAMBAUD et SENLY, V° Réintégrande. — COLIN et CAPITANT, t. I, p. 1.000. — AUBRY et RAU, 5^e édition, § 189, texte et note 1.

(13) Req. 10 nov. 1819. S. 1820, I, 209. R. D. 102. Dea c/ Dauphinot.

mier d'une pièce de terre appartenant à l'hôpital de Vouziers. Dauphinot agit en réintégrande, et son action fut accueillie, malgré l'opposition de la dame Déa qui invoquait d'une part, le défaut de possession de Dauphinot, et d'autre part son défaut de possession annale. Le pourvoi en Cassation de la dame Déa fut rejeté par ces motifs : « Attendu « que l'action en réintégrande, comme toutes celles qui ont « pour objet la répression d'un délit ou d'un quasi-délit, est « particulièrement introduite en faveur de l'ordre et de la « tranquillité publique », et l'arrêt ajoute que l'action en réintégrande étant « sans influence sur les droits respectifs, « les parties demeurent libres de les exercer soit au possessoire, soit au pétitoire ». Dès lors la jurisprudence de la Cour de Cassation est fixée ; elle se précisera parfois, ne se démentira jamais.

Spécialement, en ce qui concerne les détenteurs, après avoir accueilli l'action d'un fermier (14), la Cour de Cassation autorisera successivement un créancier antichrésiste (15) et un concessionnaire de forêt (16) à agir en réintégrande ; et elle formulera à diverses reprises le principe « qu'il suffit

(14) Req. 10 nov. 1819, précité. — Req. 5 mars 1828. S. 28, 1, 355, Rohart c/ Catrice. — Req. 22 janv. 1878. D. 78, 1, 316. — S. 78, 1, 216 : Gontaut c/ Coutin. — Civ. Cass. 14 févr. 1912. D. 1913, 1, 176, note signée M. P. — S. 1912, 1, 132. Ste-Risbourg, Boone et C^{ie} c/ veuve Quennesson. — Tribunal Marseille, 8 févr. 1928. Gaz. Pal. 1928, 1, 369. — Tribunal Rouen, 17 juillet 1928. S. 28, 2, 169, note Japiot. Chicot c/ Rabonneau.

(15) Req. 16 mai 1820. S. 1820, 1, 430. Gérard c/ héritiers Dupuy.

(16) Civ. Rej. 25 juin 1889. D. 90, 1, 151. S. 91, 1, 123. Mer et Carpentier c/ Broussais.

« d'une détention matérielle, paisible et publique, et d'une
« dépossession par violences ou voies de fait, alors même
« qu'il serait justifié que cette détention n'a point eu lieu
« *animo domini* » (17).

Citons enfin un arrêt récent de la Cour de Cassation (18) qui a accordé la réintégration à un simple détenteur, privé, par voies de fait, de la jouissance de son terrain. En l'espèce des voitures remisées sur un terrain avaient été déplacées, conduites sur la voie publique, et, à leur place, l'auteur du trouble avait déposé de nombreux charrois de matériaux; poursuivi en réintégration, il avait été condamné, et dans la seconde branche du moyen unique de son pourvoi en cassation, il reprochait au tribunal d'appel de n'avoir pas répondu à ses conclusions tendant à démontrer que la possession dont se réclamait son adversaire n'avait pas les éléments autorisant l'action en complainte. En rejetant le pourvoi, la Chambre des Requêtes déclara que « l'action étant « une réintégration, il était et demeure sans intérêt de re-

(17) Req. 4 mai 1868. D. 68, 1, 332. Autrique c/ Commune de Fien-
nes. — Cf encore : Civ. Cass. 27 févr. 1878. D. 78, 1, 277. S.
78, 1, 216. Mannaud c/ Bernard. — Req. 20 juillet 1880. D. 81,
1, 476. — S. 82, 1, 215. Commune de Longué c/ Gaudin. — Civ.
Rej. 25 juin 1889, précité. Civ. Cass. 17 nov. 1891. D. 92, 1, 424.
S. 92, 1, 64. Berton c/ commune de Targé. — Civ. Cass. 4 juin
1904. D. 1904, 1, 473. S. 1905, 1, 93. De Gouttes de la Grave c/
commune d'Arcambal.

(18) Req. 21 mai 1928. S. 28, 1, 246. — Gaz. Pal. 1928, 2, 365, com-
menté par M. HUGUENEY in *Rev. trim.*, 1928, 951, et par M. JAPIOT,
id. 993.

« chercher si la possession avait les caractères qui sont nécessaires pour autoriser l'action en complainte. »

Ainsi pratiquement à l'heure actuelle, malgré l'opposition d'une partie de la doctrine, la réintégrande est une action distincte de la complainte et elle a ses conditions propres. Notamment elle protège la détention. C'est la solution qui est admise par le projet de réforme du Code de Procédure :
« Lorsque la dépossession ou le trouble ont été causés par
« violences ou voies de fait, l'action possessoire peut être
« exercée, bien que le demandeur soit, depuis moins d'un an,
« possesseur ou même simple détenteur de l'immeuble » (19).

(19) Cité par GLASSON et TISSIER, t. I, n° 206.

CHAPITRE II

Conditions d'exercice de la réintégrande par le détenteur

Tout détenteur peut-il donc exercer la réintégrande à propos de tout acte de violence ? La jurisprudence ne l'a point pensé. Elle n'accorde sa protection qu'à celui qui, détenant un immeuble d'une manière actuelle et matérielle, paisible et publique, en a été complètement évincé par violences ou voies de fait.

15. — *La réintégrande en matière de meubles.* — La réintégrande n'est accordée qu'au détenteur d'immeuble, alors qu'en droit romain les possesseurs ad interdicta de meubles pouvaient obtenir du prêteur l'interdit utrubi, et que, dans notre très ancien droit, la réintégrande s'appliquait aux meubles comme aux immeubles. Mais rapidement, en même temps que les nécessités du commerce faisaient naître la maxime : « En fait de meubles, possession vaut titre », le domaine d'application de la réintégrande fut restreint aux universalités de meubles et aux immeubles. « On ne fait point, » disait Ferrière, deux instances séparées pour les choses « mobilières, l'une pour la possession, l'autre pour la pro-

« priedé; la raison est que nous estimons par la possession
« (la propriété) des choses mobilières ». Et lors de la rédaction du Code Civil, Bigot Prémeneu s'exprimait ainsi :
« En droit français, on n'a point admis à l'égard des meubles une action distincte de celle sur la propriété... » (1).

C'est pourquoi la réintégrande ne protège plus aujourd'hui que le détenteur d'immeuble. Mais la jurisprudence a étendu au détenteur de meubles dépouillé par un vol l'action que le Code Civil accordait au propriétaire évincé. Elle ne porte pas le nom de réintégrande; elle ne produit pas les mêmes effets; néanmoins elle en est très voisine, en ce qui concerne ses conditions d'exercice (2).

16. — *Plan.* — La réintégrande est-elle accordée à tout détenteur (§ 1), pour le protéger contre n'importe quelle violence (§ 2) exercée par tout usurpateur (§ 3) ?

SECTION I. — A QUELS DÉTENTEURS LA RÉINTÉGRANDE EST-ELLE ACCORDÉE

17. — *Caractères que doit présenter la détention.* — La réintégrande remplace pour celui qui a été dépossédé par violence l'antique droit de se faire justice à soi-même (3). Aussi les premiers arrêts se montrèrent-ils très libéraux quant aux

(1) Cf BAZENET. Les actions possessoires dans leurs rapports avec le droit civil et d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, 1923, p. 328 et sq.

(2) Cf 2^e partie.

(3) Cf Civ. 23 nov. 1846. D. 47, i, 33. Pairault c/ Bidault.

caractères que devait présenter la détention. « Attendu que
« nul ne peut se faire justice à soi-même, *cur enim ad arma*
« *et rixam procedere patiat*ur Praetor quod potest juridic-
« *tione sua componere* ? (L. 13, § 3; ff de usuf.);

« Que celui qui a été dépossédé par violence ou voie de
« fait, doit, avant tout, rentrer dans sa possession, *spoliatus*
« *ante omnia restituendus*;

« Que c'est sur ces principes conservateurs de l'ordre
« social et de la paix publique que repose l'action en réinté-
« grande;

« Que cette action, généralement admise dans l'ancienne
« législation française, loin d'avoir été abrogée par la nou-
« velle, est reconnue comme étant encore en pleine vigueur
« par une disposition formelle de l'art. 2060 C. Civ.;

« Que l'art. 23 C. Pr. Civ. sagement entendu, ne doit
« être appliqué qu'aux actions possessoires ordinaires, à
« l'égard desquelles c'est le droit ou la qualité et non pas le
« fait de la possession que l'on considère;

« Que ces actions ont toujours été distinctes de l'action
« en réintégrande... par leur nature, car les actions posses-
« soires ordinaires, naissant d'un trouble quelconque et fon-
« dées sur une jouissance civile et légitime, doivent présenter
« une possession annale, publique, paisible et à titre non
« précaire, tandis que l'action en réintégrande, naissant d'une
« dépossession par violence ou voie de fait, et fondée sur une
« jouissance matérielle, ne doit présenter qu'une simple dé-

« tention naturelle au moment de la violence ou voie de fait... » (4).

La jurisprudence actuelle ne se contente plus d'une détention naturelle ou actuelle et matérielle; elle exige, en outre, qu'elle soit paisible et publique.

18. — 1° *Détention actuelle*. — Celui qui agit en réintégrande devait avoir la détention « au moment de la perpétration de l'acte de violence à raison duquel l'action est formée » (5). La détention annale est inutile (6). Le fermier qui est en détention depuis moins d'un an peut cependant agir en réintégrande (7). Il importe peu que la détention n'ait précédé que de quelques jours ou même d'un jour seulement l'acte violent de dépossession (8). Mais elle ne peut avoir pour seul élément une détention obtenue par une voie de fait qui a été immédiatement réprimée. « On ne peut être dépossédé, écrivait Pothier (9), de ce qu'on n'a pas encore pos-

(4) Req. 28 déc. 1826. S. 27, 1, 73. Chauffier c/ veuve Guyomard.

(5) AUBRY et RAU, § 189, texte et note 5.

(6) Req. 10 nov. 1819. S. 20, 1, 209. R. D. 102. Dame Déa c/ Dauphinot = Req. 28 déc. 1826 précité = Civ. Cass. 5 août 1845. D. 45, 1, 403. — S. 46, 1, 48. Bastard c/ Sauvennet = Civ. Cass. 23 nov. 1846. D. 47, 1, 33. Pairault c/ Bidault = Req. 24 juin 1851. D. 51, 1, 154. Pétriment c/ Jacob = Req. 14 mars 1876. S. 76, 1, 266 — D. 78, 1, 68. Jacquemain c/ Emery = Civ. Cass. 27 févr. 1878. D. 78, 1, 277. — S. 78, 1, 216. Mannaud c/ Bernard = Req. 20 juillet 1880. S. 82, 1, 215. — D. 81, 1, 476, commune de Longué c/ Gaudin = Req. 6 juillet 1887. S. 87, 1, 316. D. 87, 1, 429. C^{ie} des Mines de Roche la Morlière c/ Chautard = Req. 25 oct. 1898. S. chr. Ville de Toulouse c/ Merlin.

(7) Req. 10 nov. 1819, précité.

(8) Civ. 27 févr. 1878, précité.

(9) Possession, chapitre 6, section 2, § 2.

« sédé. C'est pourquoi si j'ai été empêché, quoique par violence, de me mettre en possession d'un héritage que je n'avais pas encore possédé... il n'y a pas lieu à cette action (de réintégrande). *Nec alius dejici visus est quam qui posidet*, disait Ulpien » (10). *Vim vi repellere licet*. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 8 juillet 1845 (11). Dans cette espèce, le propriétaire riverain d'un chemin public avait établi sur ce chemin un aqueduc pour conduire des eaux sur sa propriété, quoique le maire de la commune lui en ait refusé l'autorisation. Le maire combla le fossé dès qu'il fut creusé, et la réintégrande formée contre lui ne fut pas accueillie.

La détention doit aussi être actuelle en ce sens que si la réintégrande est formée trop longtemps après l'éviction, elle ne sera pas recevable. Elle doit être intentée dans l'année qui suit l'éviction. Comme les autres actions possessoires, elle se prescrit par une année (12).

19. — 2° *Détention matérielle*. — En second lieu la détention doit être matérielle. A défaut d'animus, le détenteur doit avoir eu effectivement le bien sous sa puissance. C'est la définition même de la détention. Des actes de simple tolé-

(10) L. 1^{er}, § 33, au Dig., de Vi.

(11) Req. 8 juillet 1845. D. 45, 1, 404. S. 46, 1, 49, avec le rapport du conseiller Mesnard. — Duhoux c/ commune de Parcy-sous-Montfort.

(12) Art. 23, C. Proc. — L. 25 mai 1838, art. 6°.

rance sont insuffisants (13) tels que le fait pour un voisin de profiter de l'appui de la base du mur voisin, ou d'utiliser les eaux d'un canal, ou d'exercer sur une place publique des actes de jouissance non privatifs, tous actes provenant uniquement des rapports de bon voisinage. Aussi le voisin ne pourra-t-il s'opposer à la démolition du mur (14) ou à la construction d'un barrage sur le canal (15) ou à l'établissement de barrières sur la place les jours de fête (16).

D'autre part même si les actes ne sont pas faits à titre de simple tolérance, encore faut-il qu'ils soient suffisants pour constituer une véritable détention, actes matériels de détention, d'usage, de jouissance ou de transformation accomplis sur la chose comme aurait pu le faire le propriétaire lui-même. Ainsi a-t-il été décidé que le fait de couper et de laisser sur place un jeune sapin à chacun des quatre angles d'une forêt ne constitue pas une véritable détention de la forêt (17).

20. — *Détention matérielle (suite). La réintégrande en matière de servitudes.* — C'est enfin pour ce motif que l'on explique que la réintégrande ne puisse être accordée à celui

(13) Civ. Rej. 11 juin 1828. S. 28, 1, 220. Garrigou c/ St-André. — Req. 6 déc. 1854. D. 55, 1, 337. S. 56, 1, 208. Sella c/ Pollin. Req. 6 juin 1866. S. 67, 1, 257. D. 67, 1, 119. Goret c/ commune de Clerfayt. — Civ. Rej. 12 juin 1899. D. 99, 1, 379. S. 1900, 1, 78. Roch-Neyret c/ Amaffay-Broisat.

(14) Civ. 11 juin 1828, précité.

(15) Req. 6 déc. 1854, précité.

(16) Req. 6 juin 1866, précité.

(17) Civ. 12 juin 1899, précité.

qui est empêché par violence d'exercer une servitude discontinue ou non apparente.

Une servitude est discontinue, si elle a besoin du fait actuel de l'homme pour être exercée; elle est non apparente, lorsqu'elle ne se manifeste pas par des ouvrages ou des signes extérieurs. Actes accomplis à intervalles plus ou moins longs, compatibles avec la jouissance ordinaire du propriétaire sur la chose et tolérés par celui-ci parce qu'ils ne lui causent aucun préjudice appréciable, ils ne peuvent constituer la détention véritable, matérielle, d'une servitude. La loi présume d'une manière irréfragable qu'il n'y a là que rapports de bon voisinage, ce qui est critiqué par de nombreux auteurs, mais la jurisprudence s'est montrée extrêmement souple dans l'application de cette règle, et n'a pas hésité à traiter en détenteur de la chose elle-même celui qui y exerçait une servitude lorsqu'il était digne d'intérêt (18).

La jurisprudence la plus ancienne est sévère pour le détenteur; c'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 5 mars 1828 (19) déclare que « l'action en réintégration » suppose nécessairement une possession réelle et actuelle; « qu'il est impossible de trouver ce caractère dans une « servitude discontinue non apparente...; qu'aux termes de « l'article 691 C. Civ., les servitudes discontinues ne peuvent s'établir que par titres, et que dès lors, les actions

(18) PLANIOL, RIPERT, PICARD, n° 954 et sq.

(19) Req. 5 mars 1828. S. 28, 1, 355. R. D. 116. Rohart c/ Catrice.

« relatives à des servitudes discontinues ne peuvent être
« exercées par un fermier ». Une solution analogue fut également donnée dans l'espèce suivante : une personne avait bouché au moyen d'une cloison en planches une porte pleine qui, lorsqu'elle était ouverte, donnait du jour à une chambre de la maison d'un voisin. La réintégrande de celui-ci ne fut pas accueillie : « Attendu que cette ouverture (de la porte) ne
« pouvant s'opérer que par le fait actuel de l'homme, la servitude prétendue perd le caractère de servitude continue,
« aux termes de l'art. 688 C. Civ., et ne peut plus fonder
« l'action possessoire ; Attendu que l'action en réintégrande est une action possessoire dont le juge de paix ne
« peut connaître qu'autant que le droit réclamé pourrait être
« déclaré et maintenu par ce magistrat ; que l'action du demandeur avait pour objet l'exercice d'une servitude discontinue qui ne peut s'acquérir par la possession ; que
« c'est, dès lors, à bon droit, que le jugement attaqué a rejeté
« cette action dans une instance possessoire » (20). Il en a été encore jugé ainsi à diverses reprises à propos de servitudes de passage (21).

Mais la réintégrande est accueillie si le détenteur réclame la détention du terrain ou de l'ouvrage lui-même sur lequel il exerçait sa servitude. Il en a été décidé ainsi pour

(20) Req. 7 juill. 1852. D. 52, 1, 167 (Sicard c/ Foucher).

(21) Req. 8 avril 1856. D. 56, 1, 242 (Saudemont c/ Ternynck). — Req. 9 juill. 1918. S. 1920, 1, 115 (Jouret c/ Calvet). — Cf Req. 28 juill. 1925. D. H. 25, 553.

une poutre servant de pont (22), pour un chemin et une passerelle, malgré l'exception de propriété invoquée par l'usurpateur (23), pour une bande de terrain qu'un voisin avait ciosé d'une barrière : « qu'ils ont demandé à être rétablis, non « dans la possession d'un droit de passage sur le terrain litigieux, mais dans celle du terrain lui-même » (24) pour une porte obstruée par un mur (25).

Il ne suffirait d'ailleurs pas que le demandeur en réintégrande prenne soin de réclamer le terrain lui-même au lieu de la détention du droit de passage, pour voir son action accueillie : « Il appartient au juge du fonds de rechercher dans « les faits et documents de la cause les éléments d'appréciation propres à caractériser la possession invoquée; ... que « le tribunal... a justement apprécié la nature de la demande « en décidant que l'action... tendait à la reconnaissance « d'un droit de passage, et non, ainsi qu'il est prétendu au « pourvoi, au maintien du demandeur dans la possession « d'un chemin... » (26). Dans cette espèce un chemin carrossable avait été établi par un particulier moyennant redevance sur des vacants communaux, et un voisin l'avait fermé

(22) Req. 17 juillet 1837. S. 38, 1, 79. Faure-Larivière c/ commune de la Caze.

(23) Req. 4 mai 1868. D. 68, 1, 332. Autrique c/ commune de Fienne.

(24) Req. 14 mars 1876. D. 78, 1, 68. S. 76, 1, 266. Jacquemain c/ Emery.

(25) Civ. Cass. 4 juin 1904. D. 04, 1, 473. S. 05, 1, 93. De Gouttes de la Grave c/ commune d'Arcambal.

(26) Req. 9 juillet 1918. S. 20, 1, 115. Jouret c/ Calvet.

d'une barrière. La réintégrande du détenteur du chemin ne fut pas accueillie. Dans une autre espèce, la Cour de Cassation a jugé que les juges du fond, usant de leur pouvoir souverain, avaient décidé à bon droit que le simple fait du passage était insuffisant pour établir la détention de chemins dont l'accès avait été interdit au moyen de barrières (27). Par conséquent, en pratique, les juges tiennent compte des faits dans chaque espèce, et peuvent accueillir ou rejeter les actions en réintégrande selon la bonne foi des parties.

Enfin il convient de noter que la réintégrande est accueillie par la jurisprudence sans difficulté si celui qui exerce un droit de passage est enclavé ou a un titre (28).

21. — 3° *Détention paisible et publique.* — Cette condition n'est pas exigée par les premiers arrêts qui se contentent d'une « détention naturelle ». Elle se trouve mentionnée pour la première fois dans un arrêt de la Chambre des Requêtes du 8 juillet 1845 (29) : « Attendu que si l'action en « réintégrande n'a pas besoin, pour être exercée, de s'appuyer sur une possession qui réunisse toutes les conditions « prescrites par l'art. 23 C. Proc. Civ., il n'en est pas moins « certain qu'elle ne peut avoir pour seul élément la déten-

(27) Req. 28 juillet 1925. D. H. 25, 553. Commune de Vouzeron c/ Colas.

(28) Req. 8 avril 1856 (précité). — Dijon, 24 février 1897. D. 97, 2, 265. Chameroi c/ Vallée.

(29) Req. 8 juillet 1845. D. 45, 1, 404. S. 46, 1, 49, avec le rapport du conseiller Mesnard. — Duhoux c/ commune de Parcy-sous-Montfort.

« tion qui ne serait que le résultat d'une voie de fait ou fur-
« tive ou violente. »

C'est là une raison de plus pour rejeter la réintégrande formée par un usurpateur dont la voie de fait a été immédiatement réprimée par une voie de fait en sens inverse. Mais, en dehors de ce cas indiscutable, quand peut-on dire qu'une détention n'est pas paisible ni publique ? La jurisprudence tend à restreindre le plus possible ces conditions, quoiqu'elles soient énoncées dans un très grand nombre d'arrêts. C'est ainsi qu'il n'y a pas d'exemple de réintégrande rejetée par le motif que la détention du demandeur était clandestine.

Il a été décidé d'autre part que, bien que la détention ait à son origine une voie de fait, si elle a duré paisiblement depuis quelque temps déjà, le détenteur est recevable à agir en réintégrande contre le possesseur annal (30) ou même contre le légitime propriétaire (31) qui l'ont évincé par violence.
« Attendu que cette action ne peut être écartée sous pré-
« texte que la voie de fait n'aurait été que la suite d'une pré-
« cédente voie de fait que le demandeur lui-même aurait
« commise; — que sans doute l'action en réintégrande ne
« prive pas le défendeur du droit de se pourvoir lui-même
« par action en complainte possessoire, mais que l'exercice

(30) Civ. Cass., 5 août 1845. D. 45, 1, 403. S. 46, 1, 48. (Bastard c/ Sauvannet).

(31) Civ. Cass., 17 nov. 1891. D. 92, 1, 424. S. 92, 1, 164. Berton c/ commune de Targé.

« de cette action ne peut légitimer la voie de fait dont la répression est l'objet de la demande en réintégration (32) »...
« Que, s'agissant de réintégration, les réclamations adressées
« au possesseur n'empêchaient pas la détention de ce-
« lui-ci d'être paisible, du moment où cette détention, dans
« son cours, ne se trouvait entachée d'aucune violence (33) ».

En outre, le vice de violence est purement relatif; ainsi un tiers ne pourrait se prévaloir de troubles de droit apportés à une détention par des procès-verbaux dressés par un garde cantonnier de l'administration des Ponts et Chaussées, à la requête de l'Etat; vis-à-vis de lui la détention est paisible (34). La jurisprudence se montre d'ailleurs extrêmement large pour apprécier le caractère violent de la détention pendant son cours. Les réclamations du propriétaire, même formulées par actes extra-judiciaires, sont insuffisantes (35). Il faut une résistance opposée sans trêve par le propriétaire depuis l'usurpation (36).

Ainsi, tout en exigeant une détention matérielle, actuelle et paisible, la jurisprudence se montre très favorable au détenteur.

(32) Civ. 5 août 1845, précité.

(33) Civ. 17 novembre 1891, précité.

(34) Cf en matière de complainte. Cass. 26 août 1884. S. 86, 1, 165. Merles des Isles c/ de Montribland.

(35) Civ. 17 nov. 1891 précité. Civ. Rej. 15 juin 1898. D. 1899, 1, 379. S. 1898, 1, 460. Dupont c/ Dubruc.

(36) Civ. 20 févr. 1893. D. 93, 1, 376. Consorts Chaumien c/ Chaumien.

SECTION II. — CONTRE QUELLES VIOLENCES LE DÉTENTEUR EST-IL PROTÉGÉ ?

La réintégrande n'est accordée au détenteur que s'il a été évincé (§ 1) par une violence ou voie de fait commise sur son propre fonds (§ 2).

22. — § 1. *Eviction*. — Le détenteur n'est protégé que s'il a été véritablement évincé. S'il a été simplement troublé ou gêné dans sa détention, il n'a pas d'action contre l'auteur du trouble. Dans notre droit le possesseur seul est protégé contre toute atteinte à sa possession.

Il n'en est pas de même dans toutes les législations. Nous avons déjà vu que le droit allemand accorde la même protection au détenteur qu'au possesseur. Les termes absolus de l'art. 23 C. Proc. ne paraissent pas permettre de soutenir une solution analogue dans notre droit. Cependant, certains auteurs, confondant le *precarium* du droit romain et la précarité du droit français, ont prétendu que la précarité ne constituait qu'un vice relatif de la possession et que les détenteurs pourraient agir en complainte ou en dénonciation de nouvel œuvre contre des tiers (37). Cette opinion est aujourd'hui universellement abandonnée.

La Cour de Cassation a, à maintes reprises, décidé que le fermier ne pouvait agir en complainte (38), mais que la

(37) TROPLONG, de la Prescription, t. I, n° 370.

(38) Cass. 7 septembre 1808. S. chr. Lefebvre,

procédure était régularisée par l'intervention du propriétaire qui, lui, est recevable à agir (39). Il ne servirait d'ailleurs en rien au fermier de qualifier son action de réintégrande; les tribunaux ne s'attachent pas aux termes employés par les demandeurs (40).

Il a été ainsi jugé que le fait de supprimer une barrière et de traverser un terrain cultivé ne constituait pas une éviction mais un simple trouble (41); que le fait de stationner avec une voiture sur un chemin constitue un trouble pouvant donner lieu à plainte et non une dépossession complète donnant lieu à réintégrande (42). Peut seule être réprimée par la voie de la réintégrande « une entreprise entraînant dé-
« possession complète et constituant un obstacle perma-
« nent » (43), « un obstacle matériel permanent » (44).

On a tenté de justifier cette distinction en disant « qu'une action n'est généralement recevable que si le demandeur invoque un intérêt bien caractérisé; les actions qui ont un certain caractère préventif ou tendent à faire adresser une in-

(39) Cass. 8 juillet 1819. S. chr. Ferrand.

(40) Cf inversement pour une réintégrande qualifiée plainte par un fermier. Req. 22 janvier 1878. D. 78, 1, 316. S. 78, 1, 216. Gontant c/ Coutin.

(41) Civ. 12 décembre 1853. D. 54, 1, 346. S. 55, 1, 742. Pierron c/ Gonot.

(42) Req. 31 janvier 1871. S. 71, 1, 7. C^{te} des Mines de la Grand' Combe c/ Jouve.

(43) Trib. Bordeaux, 22 mars 1867. Sous Req. 1^{er} février 1869. D. 72, 1, 24. S. 69, 1, 176. Bichon c/ Ville de Bordeaux.

(44) Dijon, 24 février 1897. D. 97, 2, 265. Chameroy c/ Vallée.

jonction au défendeur sont difficiles à admettre (45) ; on admet une plainte pour simple trouble actuel, parce que cela résulte de l'institution et du but de la plainte, mais le trouble, malgré son caractère actuel, ne constitue pas toujours une atteinte très nette portée à la situation du possesseur. Pour la réintégrande, le doute étant plus fort, et le droit du demandeur moins complet, on reviendra au principe d'après lequel il faut une atteinte bien caractérisée subie par le demandeur : on exigera une dépossession au moins partielle, sinon même une dépossession violente » (46).

Sans faire jouer la notion d'intérêt, on peut dire que la réintégrande protège un fait, la détention ; qu'elle n'est pas comme la plainte la protection d'un droit, la possession ; que la protection du détenteur est établie moins dans son propre intérêt que dans celui de l'ordre social, et qu'elle n'existe que lorsque l'ordre public est troublé. C'est pourquoi dans la conception actuelle de notre législation, la réintégrande ne protège le détenteur que contre les évictions.

23. — *Caractères de la dépossession.* — Il est souvent délicat de discerner ce qui constitue une dépossession de ce qui n'est qu'un trouble.

(45) Il faut, en effet, éviter des procédures inutiles ou vexatoires. Juridiquement, elles s'écartent des notions traditionnelles de l'action mise en œuvre du droit, et du rôle du juge, qui est de trancher les litiges.

(46) JAPIOT, *Traité élémentaire de Procédure civile et commerciale*, 2^e édition, 1929, n^o 111, p. 98.

Ainsi le fait par un voisin d'empiéter en labourant sur le champ voisin justifie-t-il l'exercice d'une action en réintégrande ? C'est évidemment une question de fait qui dépend de l'étendue de l'empiètement, des dégâts causés, de l'attitude de l'usurpateur. La jurisprudence paraît cependant avoir évolué dans un sens peu favorable au détenteur. Alors que, le 24 juin 1851, justifiant l'exercice d'une action en réintégrande, la Chambre des Requêtes voyait « le fait le plus caractéristique » dans « l'envahissement par la charrue d'une partie du champ du demandeur », la Cour de Cassation ne traite plus le labourage que de « trouble à la jouissance » (47) qui ne peut donner naissance à une action en réintégrande. D'ailleurs la dépossession est constatée souverainement par les juges du fonds (48).

Des difficultés analogues se sont produites en ce qui concerne la destruction des récoltes. Lorsqu'un voisin, un prétendu propriétaire, ou toute autre personne pénètre sur un terrain, et en détruit la récolte, le détenteur du terrain peut-il agir contre eux en réintégrande ? Certes, si l'usurpateur s'est emparé du terrain, en outre de la récolte, et s'y main-

(47) Req. 24 juin 1851. D. 51, 1, 154. Pétriment c/ Jacob. — Civ. Rej. 3 novembre 1897. D. 98, 1, 93. S. 1901, 1, 502. Boiteux-Lecerf c/ Baronnier-Chameroix. — Req. 8 janvier 1924. D. 24, 1, 199. Farges c/ Doux. — Cf Tribl. Cambrai, 8 avril 1909. D. 1909, 5, 41, cassé par Civ. Cass., 14 février 1912. D. 1913, 1, 176 note M. F. S. 1912, 1, 132. Société Risbourg Boone et C^{ie} c/ Veuve Quennesson.

(48) Cf notamment Req. 8 janvier 1924 précité.

tient (49), tel celui qui s'empare d'un pré et le fait faucher par ses ouvriers en plusieurs jours, en laissant le foin sur la terre pour le récolter ensuite (50), ou ces agents de l'Etat qui, en 1893, s'emparèrent d'un îlot que détenaient des particuliers paisiblement et publiquement, en détruisirent la récolte, et placèrent des poteaux portant l'inscription : « Propriété de l'Etat. Défense de couper du bois et de l'herbe » (51). Mais il n'y a pas éviction suffisante si, après s'être emparé ou avoir détruit la récolte, l'usurpateur s'est retiré. Le détenteur a pu reprendre son champ sans rencontrer aucun obstacle. Il n'y a éviction que de la récolte; or celle-ci est mobilière; la réintégration est impossible. Ainsi lorsqu'un voisin fait enlever la paille à chaises qui croît sur un terrain exploité par autrui, il n'a pas à craindre une action en réintégration parce que « ce fait ne constitue point « une usurpation du terrain litigieux lui-même » (52).

La simple destruction d'une barrière établie sur le terrain du voisin ne donne pas ouverture à la réintégration, lorsque cette destruction n'implique aucune prétention à la possession ni à un droit réel sur le fonds en question (53).

(49) Req. 10 août 1847. S. 48, 1, 63. D. 47, 1, 333. Boisieux et autres c/ Bocquet et autres.

(50) Req. 22 janvier 1878. D. 78, 1, 316. S. 78, 1, 216. Gontaut c/ Coutin.

(51) Req. 21 juillet 1897. D. 98, 1, 345, note Guénée. L'Etat c/ Bosc.

(52) Req. 12 août 1874. D. 76, 1, 501. S. 75, 1, 28. Laperrière c/ Sarraud.

(53) Req. 17 février 1914. D. 17, 1, 194.

24. — *Caractères de la dépossession (suite).* — Enfin même si en détruisant la clôture d'un fonds, en abîmant des arbres, une personne dépose sur ce fonds du sable, des débris, et des pierres, « ces faits ne constituent pas une dépossession des demandeurs », c'est « un simple trouble » ne pouvant donner ouverture à la réintégrande (54). L'annotateur anonyme de cet arrêt au recueil Dalloz le critique vivement ; il soutient qu'il y avait dépossession puisque toute culture était rendue impossible et qu'il y avait un empêchement permanent à la jouissance du détenteur. Mais c'était insuffisant pour agir en réintégrande ; car il n'y avait un empêchement permanent qu'à la jouissance et non à la détention du fonds lui-même.

De même lorsqu'un particulier pratique des fouilles et fait déposer des matériaux sur l'emplacement des halles et du marché public d'une commune, il y a un simple trouble à la possession de la commune et non une dépossession (55). L'action de la commune n'était donc qu'une plainte, malgré la qualification de réintégrande qui lui avait été donnée dans la citation introductive d'instance et elle fut rejetée.

25. — § 2. — *Violence et voie de fait.* — Il convient, en outre, que l'éviction ait été réalisée par violence ou voie de

(54) Civ. Rej. 27 février 1894. D. 94, 1, 369 et note signée X... — S. 94, 1, 224. Consorts Fauche c/ Devée.

(55) Civ. Cass., 10 mai 1897. D. 98, 1, 105. Duc de Mouchy c/ commune de Noailles.

fait. En quoi consiste cette violence ? Sur quel fonds doit-elle être accomplie ?

26. — 1° *La violence et la voie de fait. Définitions.* — Les arrêts parlent soit de violence, soit de voie de fait. Un premier point est certain, c'est qu'il n'est pas nécessaire pour l'exercice de la réintégrande « qu'il y ait eu des combats et du sang répandu » (56).

D'autre part il ne faut pas faire de distinction entre les effets de la violence et ceux de la voie de fait. Il y a violence lorsque l'usurpateur s'est heurté à la résistance matérielle du détenteur ; il y a voie de fait quand il s'est emparé du fonds paisiblement, furtivement ou clandestinement, et constitue un obstacle permanent à la rentrée en jouissance du détenteur.

27. — *Caractères de la violence.* — Quels doivent donc être les caractères de la violence ou de la voie de fait pour donner ouverture à une réintégrande ? Les arrêts les plus anciens ne contiennent que des définitions assez vagues : « Il suffit que l'acte par lequel une partie usurpe de sa propre autorité, sur l'autre, l'objet contesté, renferme une « voie de fait grave, positive, telle qu'on ne pouvait la commettre sans blesser la sécurité et la protection que chaque

(56) Req. 28 décembre 1826. S. 27, 1, 73. *Chauffier c/ veuve Guyomard*. Tribunal de paix de Paris, 9 mars 1923. *Gaz. Pal.*, 1923, 1, 689. *Société du Théâtre Mogador c/ Société des Music-Halls Parisiens*.

« individu en société a droit d'attendre de la force des lois :
« *Vim putas esse solum si homines vulnerentur ? Vis est*
« *quatenus quis id, quod debere sibi putat, non per judicem*
« *reposcit* (leg. 7, ff. ad leg. jul. de vi. priv.) » (57).

Les arrêts postérieurs précisent la notion de la voie de fait : c'est un acte agressif, mettant en mouvement le droit de légitime défense, et de nature à troubler la paix publique (58), une entreprise telle que le détenteur qui veut rentrer en jouissance ne peut la faire disparaître qu'en recourant à la violence (59).

Ces violences ou voies de fait peuvent être soit des actes qui, tels que la démolition d'édifices, de digues ou de barrages, la destruction de clôtures, constituent des crimes ou des délits aux termes des articles 437, 444, 445, 449 et 456 du Code Pénal, soit des actes qui seraient simplement de nature à autoriser, indépendamment même de la dépossession, une action en dommages-intérêts contre leur auteur.

28. — *Voies de fait réprimées pénalement.* — Les premiers, les plus graves, donnent évidemment ouverture à la

(57) Req. 28 décembre 1826, précité.

(58) Req. 6 décembre 1854. D. 55, 1, 237. S. 56, 1, 208. Sella c/ Pollin. — Req., 12 mai 1857. D. 57, 1, 359. S. 57, 1, 808. Duron-Duchamps c/ Dupeyron. — Civ. Rej. 26 juillet 1882. D. 83, 1, 348. S. 84, 1, 318. Jobard du Mesnil de Marigny c/ Delaplanche. Civ. Cass. 28 octobre 1885. D. 86, 1, 309. S. 86, 1, 199. Bernardi c/ Longeron. — Req. 6 juillet 1887. D. 87, 1, 429. S. 87, 1, 316. C^{ie} des Mines de Roche la Morlière c/ Chautard. — Req. 19 nov. 1888. D. 90, 1, 16. S. 89, 1, 100. Agnellet c/ Passy.

(59) Tribunal de Bordeaux sous Req. 1^{er} février 1869. D. 72, 1, 24. S. 69, 1, 176. Bichon c/ Ville de Bordeaux.

réintégrandes. Indépendamment d'une sanction pénale, la victime de l'éviction obtient ainsi d'être remis en possession de sa chose telle qu'elle était avant l'éviction.

Il a été ainsi décidé que le détenteur d'une passerelle pouvait agir en réintégrandes contre celui qui l'avait démolie (60). Il en est de même pour la destruction d'un barrage (61), la destruction d'un mur, totale (62), ou même partielle (63), pour le fait de combler un fossé (64), pour la destruction de barrière (65) et pour le déplacement de bornes (66).

29. — *Voies de fait délits civils.* — Indépendamment de ces violences ou voies de fait réprimées par la loi pénale, il y a d'autres actes qui ne peuvent faire l'objet que d'une action en dommages-intérêts, mais qui troublent cependant suffi-

-
- (60) Req., 4 mai 1868. D. 68, 1, 332. Autrique c/ commune de Fiennes.
(61) Req. 18 novembre 1873. D. 75, 1, 413. S. 74, 1, 217. Budin c/ Petit. Tribunal de paix de Marjevols, 8 décembre 1928. *Journal juges de paix*, 1929, p. 77. Brassac c/ Joré-Laporte.
(62) Civ. Cass., 23 novembre 1846. D. 47, 1, 33. Pairault c/ Bidault. Req., 25 mars 1857. D. 58, 1, 315. S. 58, 1, 453. De Grave c/ de Castillon. — Req. 25 octobre 1898. S. Chr. Ville de Toulouse c/ Merlin.
(63) Cf pour de simples brèches : Civ. Cass., 17 novembre 1835. S. 36, 1, 15, note Devilleneuve. Trollay c/ Langlois.
(64) Civ. 19 août 1839. S. 39, 1, 641. Note Devilleneuve. Toudouze c/ commune de Genvry. Civ. Cass., 5 août 1845. D. 45, 1, 403. S. 46, 1, 48. Bastard c/ Sauvannet. — Civ. Cass., 3 juillet 1850. D. 50, 1, 198. Dumareau c/ Chassin. — Req. 27 février 1878. S. 78, 1, 467. Antoine c/ commune d'Einviaux.
(65) Civ. Cass., 5 avril 1841. S. 41, 1, 295. — R. D. 104. Duron c/ Ducorneau et autres.
(66) Req. 10 novembre 1819. S. 20, 1, 209. R. D. 102. Dame Déa c/ Dauphinot.

samment l'ordre public pour donner ouverture à la réintégration.

Il en est ainsi d'un certain nombre d'actes par lesquels une personne évince un détenteur d'un fonds, tels le fait de prendre possession d'un fonds et d'expulser les ouvriers qui viennent faire la récolte (67), ou d'en détruire la récolte (68), ou de s'emparer de celle-ci (69), même de la part d'un maire (70), ou de l'Etat, qui même s'il se prétend propriétaire, n'a pas le droit de se faire justice à lui-même (71). Il en est encore ainsi de la prise de possession par un moyen abusif, par exemple en faisant introduire un ouvrier par une fenêtre d'un bâtiment pour en ouvrir la porte (72), ou en déplaçant les matériaux accumulés sur le terrain par le détenteur (73), ou en conduisant sur la voie publique les voitures qui s'y trouvaient et en déposant à leur place de nombreux charrois de matériaux, ce qui mettait par la violence le détenteur dans l'impossibilité de jouir de son terrain (74), ou en

-
- (67) Req., 16 mai 1820. S. 20, 1, 430. Gérard c/ héritiers Dupuy.
(68) Req., 10 août 1847. D. 47, 1, 333. S. 48, 1, 63. Boisieux et autres c/ Boquet et autres. — Req., 22 février 1888. D. 88, 1, 387. — S. 88, 1, 213. Du Sendat c/ de Gissac.
(69) Req., 22 janvier 1878. D. 78, 1, 316. S. 78, 1, 216. Gontaut c/ Coutin.
(70) Req., 8 juillet 1861. S. 62, 1, 617. — D. 62, 1, 190. Commune de Miélan c/ Dugoujon.
(71) Req., 21 juillet 1897. D. 98, 1, 345. Note Guénée. L'Etat c/ Bosc.
(72) Req., 4 juin 1835. S. 35, 1, 413. Commune de Mayenne c/ hospice de Mayenne.
(73) Civ. Casse, 27 février 1878. D. 78, 1, 277. S. 78, 1, 216 (Mannaut c/ Bernard).
(74) Req., 21 mai 1928. S. 28, 1, 246. — Commentaires de M. JAPIOT, in *Rev. Trim.*, 1928, 993.

effectuant sur le terrain des travaux incompatibles avec la détention normale, tels que d'y pratiquer une excavation et d'y construire un lavoir (75), ou enfin en clôturant le terrain de manière à en interdire l'accès au détenteur (76). Mais celui-ci ne peut se faire justice à lui-même en arrachant les barrières établies par l'usurpateur; sinon ce dernier serait en droit d'agir en réintégrande contre lui (77). L'enlèvement d'une porte servant de pont justifie l'exercice de la réintégrande de la part de la commune dont les habitants l'utilisaient (78). Il en est de même de la part de celui dans l'encadrement de la porte duquel un mur a été construit de façon à l'obstruer (79), même si un arrêté d'alignement a autorisé son voisin à avancer la façade de sa maison, ce qui a eu pour résultat en murant son portail de le priver des droits d'accès qu'à titre de riverain il avait jusque-là exercé sur un terrain dépendant de la voie publique (80).

(75) Req. 20 juillet 1880. D. 81, 1, 476. — S. 82, 1, 215. Commune de Longué c/ Gaudin.

(76) Req., 18 juin 1866. D. 66, 1, 426. S. 66, 1, 365. C^{ie} des Chemins de fer du Midi c/ Prunier et Damade. — Req., 1^{er} février 1869. D. 72, 1, 24. S. 69, 1, 176. Bichon c/ Ville de Bordeaux. — Req., 14 mars 1875. D. 78, 1, 68. — S. 76, 1, 266. Jacquemain c/ Emery. Cf pour l'exercice d'une servitude de passage en cas d'enclave. Dijon, 24 février 1897. D. 97, 2, 265.

(77) Civ. Rej., 15 juin 1898. D. 99, 1, 379. S. 98, 1, 460. Duport c/ Dubruc.

(78) Req., 17 juillet 1837. S. 38, 1, 79. Faure-Larivière c/ la commune de la Caze.

(79) Civ. Cass., 4 juin 1904. S. 05, 1, 93. D. 04, 1, 473. De Gouttes de la Grave c/ commune d'Arcambal.

(80) Req., 24 novembre 1890. D. 92, 1, 16. Dangla c/ Thomas.

30. — *Voies de fait délits civils (suite). Régime des eaux.* — D'autres voies de fait ont trait au régime des eaux ; le propriétaire d'un canal, d'un ruisseau, d'un fossé, ne peut y apporter brusquement des modifications nuisibles à autrui.

Ainsi en a-t-il été décidé pour le fait de placer une vanne pleine avec cadenas à l'extrémité d'un canal d'irrigation, de manière à empêcher l'écoulement ordinaire des eaux (81), pour le fait d'ouvrir une brèche dans la berge d'un fossé par laquelle les eaux d'une mare vont inonder le fonds voisin (82) ou encore pour celui de la part d'un maire, d'approfondir un fossé, ce qui a eu pour résultat de priver les riverains de leurs prises d'eau, les tuyaux se trouvant désormais au-dessus du niveau de l'eau (83).

Mais un usurpateur ne peut non plus troubler la détention d'un ruisseau, en y introduisant les eaux d'un canal d'irrigation (84).

31. — *Voies de fait ne donnant pas ouverture à réintégration.* — Au contraire ne constituent pas des voies de fait suffisamment graves : le fait d'arracher quelques arbustes venus naturellement sans dévastation de plantes et récoltes, ni

(81) Req., 18 février 1835. S. 35, 1, 886. Société d'arrosage de Geme-nas c/ d'Albertas. Contrà : Req., 6 décembre 1854 D. 55, 1, 237. S. 56, 1, 208. Seller c/ Pollin.

(82) Req., 3 mai 1848. D. 48, 1, 157. Rapport du conseiller Mesnard. Battement c/ Thierry.

(83) Req., 10 février 1864. D. 64, 1, 343. S. 64, 1, 257. Commune de Crézancy c/ époux Lacasse.

(84) Req., 25 avril 1865. D. 65, 1, 283. S. 65, 1, 225. Granier de Cas-sagnac c/ Rosappelly.

destruction violente des terrains d'autrui, même après un bornage amiable (85), ni le fait de substituer aux becs, par lesquels s'exerçaient une servitude d'écoulement des eaux pluviales d'un toit, des tuyaux de descente s'enfonçant dans le sol : « Cette œuvre... n'avait pas été de nature à troubler « l'ordre public à un degré quelconque » (86). Il a même été décidé que le fait de déposer des moëllons et de construire des fondations sans violence ne peut donner ouverture qu'à une action en complainte et non à une action en réintégrande (87).

Néanmoins la plupart des arrêts accueillent très largement les actions en réintégrande, dès qu'il y a violence ou voie de fait, car nul ne doit se faire justice à soi-même (88).

32. — 2° *Fonds sur lequel doit être accomplie la voie de fait pour donner ouverture à réintégrande.* — Ce n'est pas se faire justice à soi-même, ce n'est pas accomplir une voie de fait pouvant donner ouverture à réintégrande, que d'accomplir un acte quelconque sur son propre fonds. « At-
« tendu... que l'action en réintégrande suppose nécessaire-
« ment... une dépossession par violence et voie de fait; at-

(85) Req., 12 mai 1857. D. 57, 1, 359. S. 57, 1, 808. Duron-Duchamps c/ Dupeyron.

(86) Civ. 26 juillet 1882. D. 83, 1, 348. S. 84, 1, 318. Jobard du Mesnil de Marigny c/ Delaplanche.

(87) Civ. Rej., 21 février 1900. D. 1905, 1, 271. S. 1900, 1, 864. Ministre de la Guerre c/ Jacquetti.

(88) Req., 22 février 1888. D. 88, 1, 387. S. 88, 1, 213. Du Sendat c/ de Gissac. — Req., 21 juillet 1897. D. 98, 1, 345. Note Guénée. L'Etat c/ Boac.

« tendu qu'il est impossible de trouver ce caractère ... dans
« l'œuvre quelconque pratiquée par le défendeur sur son ter-
« rain » (89). — « Attendu que l'action en réintégrande sup-
« pose... un acte agressif sur la personne ou le fonds même
« du plaignant, qui, mettant en mouvement le droit de régi-
« time défense, pourrait troubler la paix publique... » (90).

Ce caractère ne se retrouve pas dans l'œuvre pratiquée sur son propre terrain par une personne qui, pour empêcher l'exercice du passage dont jouissait son voisin, a détruit le chemin, et en a interdit l'accès au moyen de plantation de pieux (91). Une solution analogue a été donnée par un arrêt de la Chambre des Requêtes en date du 6 juillet 1887 (92). dans l'espèce suivante : Une personne, pour l'écoulement des eaux provenant de son terrain, exerçait en fait sur un chemin communal, et de là sur l'héritage d'un voisin, une servitude dont elle voulut changer l'assiette. Elle construisit un aqueduc nouveau sous la route, et perça le mur du voisin pour le mettre en communication avec l'ancien. — Sans toucher aux autres travaux le voisin bouche l'ouverture pratiquée dans son mur. La réintégrande intentée contre lui ne fut pas accueillie. — Il en a été enfin décidé de même pour

(89) Req., 5 mars 1828. S. 28, 1, 355. Rohart c/ Catrice.

(90) Req., 6 décembre 1854. D. 55, 1, 237. S. 56, 1, 208. Seller c/ Pollin.

(91) Civ. Cass., 28 octobre 1885. D. 86, 1, 309. S. 86, 1, 199. Bernardi c/ Langeron.

(92) Req., 6 juillet 1887. D. 87, 1, 429. S. 87, 1, 316 C^{ie} des Mines de Roche-la-Morlière c/ Chautard.

le cas où une palissade servant de clôture, détruite par un voisin, se trouvait non sur le fonds de la victime, mais sur un canal de décharge dont le défendeur avait, conjointement avec d'autres usiniers, la possession constante (93).

SECTION III. — CONTRE QUI LE DÉTENTEUR ÉVINCE PEUT-IL AGIR EN RÉINTÉGRANDE ?

Les auteurs discutent pour savoir si la réintégrande est une action réelle ou personnelle, si le détenteur peut agir contre l'auteur du trouble seul ou aussi contre le tiers détenteur de l'immeuble dont il a été évincé. Cette question se complique de celle de savoir si le détenteur peut agir en réintégrande contre l'auteur du trouble, même si par ailleurs c'est de celui-ci, légitime possesseur ou propriétaire, qu'il tient par contrat la jouissance de la chose. Avant d'entrer dans ces controverses, il convient d'exposer la situation actuelle de la jurisprudence.

33. — A) *Jurisprudence*. — Les tribunaux ne paraissent pas avoir eu à statuer sur une réintégrande intentée contre un tiers détenteur non complice de l'éviction.

En revanche ils ont décidé que la réintégrande pourrait être valablement intentée contre l'auteur de la voie de fait, même si d'une part il prétendait être propriétaire, ou titu-

(93) Req., 19 novembre 188. D. 90, 1, 16. S. 89, 1, 100. Aguellet c/ Passy.

laire d'une servitude, ou possesseur annal, même si d'autre part il n'était que le mandataire d'un tiers.

34. — 1° *L'auteur de la voie de fait prétend être légitime détenteur.* — Ainsi les syndics d'une société d'arrosage ne peuvent, sans sommation préalable, placer à l'extrémité d'un canal d'irrigation une vanne pleine avec cadenas empêchant l'écoulement ordinaire des eaux (94), le titulaire d'une servitude ne peut brusquement inonder le fonds voisin en pratiquant une brèche dans la berge du fossé séparatif des fonds (95), le propriétaire d'un terrain servant de chemin ne peut le rendre impraticable en le labourant et en détruisant une passerelle : « Attendu que l'exception de propriété « ne constituait pas un moyen de défense » (96).

35. — *L'auteur de la voie de fait est une autorité administrative.* — La réintégration peut même être intentée contre l'Etat, un département ou une commune, même si le bien dont ils ont recouvré la prétention par violence fait partie du domaine public (97). « Attendu qu'il est de principe que

(94) Req., 18 février 1835. S. 1835, 1, 886. Société d'Arrosage de Gemenas c/ d'Albertas.

(95) Req., 3 mai 1848. D. 1848, 1, 157. Battement c/ Thierry. Rapport du Conseiller Mesnard.

(96) Req., 4 mai 1868. D. 68, 1, 332. Autrique c/ Commune de Fiennes. Cf encore Req., 16 mai 1820. S. 20, 1, 430. Gérard c/ héritiers Dupuy. — Civ. Cass., 5 août 1845. D. 45, 1, 403. S. 46, 1, 48. Bastard c/ Sauvannet. — Civ. Cass., 17 novembre 1891. D. 92, 1, 424. S. 92, 1, 64. Berton c/ Commune de Targé.

(97) AUBRY et RAU, 5^e édition, § 189, texte et note 10. GARSONNET, t. I, § 133, note 2. PLANIOL, RIPERT, PICARD, n° 207. — VIEL. De l'emploi de l'action possessoire à l'occasion des dépendances du domaine public. Thèse, 1907.

« la réintégration peut être légitimement intentée par celui
« qui possède paisiblement et publiquement un terrain, alors
« même qu'il serait allégué ou établi que ce terrain fait partie
« du domaine public ; — que la réintégration est essentielle-
« ment une mesure d'ordre et de paix publique ; qu'elle pro-
« cède du principe que nul ne peut se faire justice à soi-
« même, et que cette règle de morale et d'équité ne lie pas
« moins l'Etat et ceux qui le représentent que les simples
« citoyens » (98).

Le premier arrêt en ce sens semble être un arrêt de la
Chambre Civile de la Cour de Cassation en date du 31 août
1836. Deux particuliers avaient fait des travaux pour amener
l'eau d'une source à leur domicile. Le maire de la commune
détruit ces travaux, sous le prétexte qu'ils avaient été accom-
plis sur un chemin public. La réintégration intentée contre lui
fut accueillie par le juge de paix, et en appel par le tribunal
de Bourgoïn, le 23 janvier 1833, malgré l'opposition du maire
qui soutenait que les travaux avaient été accomplis sur un
chemin public non susceptible de possession privée. « At-
« tendu, dit le jugement, qu'il ne s'agit pas en l'état d'appré-
« cier la possession, mais seulement de statuer sur une action
« en réintégration ». Le maire se pourvoit en cassation, et
dans son pourvoi allègue notamment que s'agissant d'empiè-
tement sur une voie publique, l'autorité judiciaire était incom-

(98) Req., 18 juin 1866. D. 66, 1, 426. S. 66, 1, 365. C¹^e des Chemins
de Fer du Midi c/ Prunier et Damade,

pétente; le pourvoi fut rejeté par la Chambre Civile par ces motifs : « Attendu que le tribunal était saisi... d'une action « en réintégrande...; que le jugement attaqué a reconnu que « P. et T. étaient en possession du terrain sur lequel s'exé- « cutaient des travaux de conduite pour les eaux par eux ac- « quises...; que dès lors le tribunal, sans se prononcer sur « le fond du droit, a dû ordonner la réintégrande en faveur « de la possession » (99). Trois ans plus tard, un autre arrêt de la Chambre Civile devait établir définitivement la jurisprudence : « Attendu que dans le cas même où D. aurait agi « dans un arrêt administratif et comme maire de la com- « mune de Genvry, il n'aurait pas été autorisé par cette « qualité à user de voies de fait à l'égard des propriétés de « T. » (100).

Ces arrêts furent suivis de beaucoup d'autres, prononçant des réintégrandes soit contre des maires (101), soit contre le concessionnaire d'une rivière canalisée (102), soit con-

(99) Civ. Rej., 31 août 1836. S. 37, 1, 132. Bailly c/ Peirrin et Thermoz.

(100) Civ. Cass., 19 août 1839. S. 39, 1, 641. Note Devilleneuve. Toudouze c/ Commune de Genvry.

(101) Req., 8 juillet 1861. D. 62, 1, 190. S. 62, 1, 617. Commune de Miélan c/ Dugoujon. — Civ. Cass., 2 juillet 1862. D. 1862, 1, 364. S. 62, 1, 836. Keiflin et autres c/ Lehmann. — Req., 10 février 1864. D. 64, 1, 343. S. 64, 1, 257. Commune de Crézancy c/ époux Lacasse. Req., 18 novembre 1873. D. 75, 1, 413. S. 74, 1, 217. Budin c/ Petit. — Civ. Cass., 17 décembre 1884. S. 86, 1, 205. Dupont c/ Commune de Vallon. — Req., 25 octobre 1898. S. chr. Ville de Toulouse c/ Merlin. — Civ. Cass., 4 juin 1904. D. 04, 1, 473. S. 05, 1, 93. De Gouttes de la Grave c/ Commune d'Arcambal.

(102) Req., 25 mars 1857. D. 58, p. 315. S. 58, 1, 453. De Grave c/ de Castillon.

tre une compagnie de chemins de fer (103), soit contre un adjudicataire de travaux se prétendant autorisé par arrêté préfectoral (104), soit contre un voisin invoquant en sa faveur un arrêté d'alignement (105).

L'autorité judiciaire est compétente pour connaître de l'action en réintégration formée contre l'Etat par un particulier troublé de vive force dans sa possession par les agents de l'administration, sous prétexte qu'il détenait un bien dépendant du domaine public (106).

Certes, la réintégration ne saurait être exercée contre un agent administratif agissant, non pas comme gérant du domaine public, mais en vertu de son pouvoir général et réglementaire, à la suite d'un arrêté ministériel ou préfectoral reconnaissant aux travaux entrepris le caractère d'utilité publique; les actions possessoires ne sauraient constituer « un moyen indirect d'attaquer les décisions administratives » et d'en annuler les effets » (107). Mais la Cour de Cassation reconnaît difficilement à une voie de fait le caractère d'acte administratif. Ainsi un maire, en exécution d'une délibération du Conseil Municipal, avait pénétré dans un presbytère et y avait détruit certains travaux d'aménagement inté-

(103) Req., 18 juin 1866, précité.

(104) Req., 23 juin 1879. D. 80, 1, 28. Valentin Adam c/ Louis.

(105) Req., 24 novembre 1890. D. 92, 1, 16. Dangla c/ Thomas.

(106) Conseil d'Etat, 14 décembre 1862. D. 63, 3, 3. S. 63, 2, 21.
Lamy (annulant un arrêté de conflit).

(107) PLANIOL, RIPERT, PICARD, n° 207.

rieur effectués par le curé. Celui-ci agit en réintégrande; le tribunal se déclare incompétent, mais sur pourvoi son jugement est cassé. « Attendu que (le maire) ne pouvait se disculper de la voie de fait qui lui était reprochée en invoquant, soit sa qualité de fonctionnaire public, soit l'intérêt de la commune; — que ces faits ne sauraient dès lors être considérés comme des actes administratifs, mais qu'ils constituent une entreprise à l'occasion de laquelle l'abbé D. a pu recourir à l'autorité judiciaire » (108).

Au surplus quand le juge de paix a des doutes sur la nature des actes du maire, il doit, non pas se déclarer incompétent, mais surseoir à statuer jusqu'après l'interprétation de ces actes (109).

36. — 2° *L'auteur de la voie de fait a agi dans l'intérêt d'autrui.* — D'autre part, la jurisprudence estime que la réintégrande est intentée à bon droit contre l'auteur de la violence, même s'il a agi dans l'intérêt ou sur l'ordre d'autrui. Ainsi en a-t-il été décidé fréquemment pour le maire agissant dans l'intérêt de la commune, même en exécution d'une délibération du Conseil Municipal (110). Il en a été décidé de même pour un mandataire dans l'espèce suivante : des contestations s'étant élevées entre deux co-concessionnaires d'une

(108) Civ. Cass., 17 décembre 1884. S. 86, 1, 205. Dupont c/ Commune de Vallon.

(109) Cf en matière de plainte. Civ. Cass., 13 juillet 1887. S. 88, 1, 76.

(110) Cf les arrêts cités au n° précédent.

forêt en Algérie, l'un d'eux se retira, laissant l'autre seul en possession de la forêt. Puis, il envoya dans la forêt un mandataire pour qu'il procède avec des ouvriers à l'enlèvement de sa part de récolte. Celui-ci commet des violences et voies de fait. Le concessionnaire détenteur agit en réintégrande, non contre son associé, mais contre le mandataire de celui-ci, et son action est accueillie. « Attendu que, si, « en principe, le mandataire représente son mandant à l'égard des tiers, il n'en est plus de même en matière de délits « ou de quasi-délits; qu'il est alors tenu personnellement de « réparer le dommage qu'il a causé par sa faute » (111).

37. — 3° *Il y a des relations contractuelles entre l'auteur de la voie de fait et le détenteur évincé.* — Le fermier évincé par son bailleur peut-il agir contre lui en réintégrande? La jurisprudence et la doctrine, malgré un arrêt de la Cour de Cassation qui lui en a refusé le droit, sont très divisées sur ce point. L'espèce dans laquelle a statué la Cour de Cassation était d'ailleurs peu favorable à la possibilité d'agir en réintégrande. Une société d'énergie électrique ayant augmenté ses tarifs, un consommateur refusa de renouveler sa police d'abonnement arrivée à expiration. Après une sommation, le courant fut coupé. Le consommateur agit en réintégrande; son action est accueillie; mais sur pourvoi le juge-

(111) Civ. Rej., 25 juin 1882. D. 90, 1, 151. S. 91, 1, 123. Mer et Carpentier c/ Broussais.

ment est cassé, et la Chambre Civile pose le principe en termes généraux : « Attendu que l'inexécution d'une convention entre les parties ne peut donner lieu à l'action possessoire ; que celui qui se plaint de cette inexécution ne peut agir que par l'action personnelle ou réelle, selon les cas, pour contraindre le défendeur à exécuter la convention ;

« Attendu que le litige, au lieu de porter sur une simple question de possession, soumettait à l'examen du juge l'étendue et la mesure des droits respectifs conférés aux parties par le contrat d'abonnement qui réglait leurs rapports ; qu'il touchait ainsi au fond du droit, et que, dans ces circonstances, il n'y avait pas lieu à l'exercice d'une action possessoire » (112).

La même solution avait été donnée en matière de complainte, pour une canalisation de gaz coupée, par un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation en date du 20 octobre 1914 (113). Enfin un arrêt récent de la Chambre des Requêtes, statuant sur une action intentée par un propriétaire contre une société de distribution d'électricité, et sur l'appel en garantie régularisée par elle contre le locataire du demandeur, a décidé qu'en raison du rapport contractuel existant entre le bailleur et le locataire appelé en

(112) Civ. Cass., 1^{er} février 1922. *Gaz. Pal.*, 1922, 1, 462. Société Escheparre et Laloue c/ de Bar.

(113) Civ. Cass., 20 octobre 1914. *D.* 1916, 1, 188. *S.* 1915, 1, 2.

garantie, il n'y avait pas lieu à action possessoire (114). Dans cetet espèce, il ne s'agissait pas d'une réintégrande.

Ces arrêts n'ont pas mis fin à la controverse entre les tribunaux. Dans le même sens que la Cour de Cassation, on peut citer un jugement du tribunal de paix de Paris du 9 mars 1923, qui a refusé la réintégrande à la locataire du théâtre dont le propriétaire en empêchait l'entrée au moyen de chaînes et de cadenas (115).

Mais en sens contraire le tribunal civil de Marseille (116) a reconnu au fermier le droit d'exercer la réintégrande contre son propre propriétaire, auteur de la dépossession, et cette solution a été aussi adoptée par un jugement du tribunal civil de Rouen, en date du 17 juillet 1928, qui est très fortement motivé et a été approuvé par M. Japiot : « Attendu que le
« locataire ou fermier ne peut pas exercer la complainte : 1°
« parce que c'est une action réelle et que le contrat de bail
« ne confère au preneur qu'un droit purement mobilier et
« que les actions qui dérivent de ce contrat, soit contre le
« propriétaire, soit contre les tiers, sont des actions person-
« nelles ;

« Attendu que le locataire ou fermier peut exercer la
« réintégrande d'une part, parce que c'est une action per-

(114) Req., 21 octobre 1929. D. H. 29, 489.

(115) Tribunal de paix du 9^e arrondissement de Paris, 9 mars 1923. *Gaz. Pal.*, 1923, 1, 689. Société du Théâtre Mogador c/ Société des Music-Halls Parisiens.

(116) Tribunal Marseille, 8 février 1928. *Gaz. Pal.*, 1928, 1, 369.

« sonnelle, car elle n'a pas pour objet de trancher la question
« de possession, mais a son principe générateur et sa raison
« d'être dans une voie de fait qui a troublé la paix publique
« et qu'elle est établie moins pour la garantie de la posses-
« sion que pour la réparation d'un fait illicite; — que d'au-
« tre part, la réintégrande n'exige pas pour son admission
« une possession proprement dite et qui réunisse tous les
« caractères indiqués par l'art. 229 C. Civ. et notamment
« l'animus domini; — qu'elle suppose une violence ou voie
« de fait ayant entraîné une dépossession et qu'il suffit que
« celui qui l'exerce ait une simple détention matérielle, publi-
« que et paisible, au moment de la perpétration de l'acte de
« violence qui motive l'action;

« Que, dans ces conditions, la réintégrande peut être
« exercée par le locataire ou fermier contre l'auteur de la
« violence quel qu'il soit et même contre le bailleur, et ce,
« indépendamment de l'action personnelle que le preneur
« troublé par le bailleur a contre ce dernier quand le fait sur
« lequel sa demande est basée constitue une inexécution ou
« une violation du contrat de bail; — que, par suite, c'est à
« bon droit que le juge de paix du canton de Sotteville-lès-
« Rouen s'est déclaré compétent pour connaître de l'action
« en réintégrande intentée par B., locataire, contre C., bail-
« leur; — que cette action n'est pas basée sur le contrat de
« bail existant entre les parties, et que le locataire n'avait
« pas, en conséquence, à démontrer que c'est en vertu de ce

« bail qu'il détenait les locaux dont il a été violemment dé-
« possédé; que d'autre part, cette action est justifiée, au
« fond, car il résulte des circonstances de la cause qu'il y a
« eu dépossession violente, sur les ordres de C., des locaux
« dont B. avait la détention matérielle et actuelle, paisible
« et publique » (117).

38. — 4° *Nature de la réintégrande*. — Aux termes de plusieurs arrêts de la Cour de Cassation, la réintégrande est une action délictuelle, dont l'objet est de réprimer les délits et les quasi-délits (118), « l'arbitraire et la violence » (119).

En outre, le jugement reproduit au numéro précédent s'est prononcé nettement en faveur de la doctrine de la réintégrande, action personnelle.

39. — B) *Doctrine*. — Que résulte-t-il de cette jurisprudence, notamment en ce qui concerne la nature de la réintégrande ?

Il faut rappeler, en premier lieu, que, bien que dénommée action possessoire, la réintégrande protège la simple détention, le fait lui-même, contre un trouble de fait, à la différence de la complainte qui est fondée sur la saisine possessoire.

(117) Tribunal Rouen, 17 juillet 1928. S. 1928, 2, 169.

(118) Req. 10 novembre 1819. S. 20, 1, 209. Déa c/ Dauphinot. — Civ. Rej., 25 juin 1889. D. 90, 1, 151. S. 91, 1, 123. Mer et Carpentier c/ Broussais, etc...

(119) Req., 4 mai 1868. D. 68, 1, 332. Autrique c/ Commune de Fienes.

La complainte protège la possession; c'est une action réelle; elle peut être dirigée contre un tiers détenteur, en tant qu'il s'agit du délaissement de l'immeuble litigieux, ou du rétablissement des choses dans leur ancien état; en outre, le possesseur recouvre la possession de son fonds par préférence aux créanciers de l'usurpateur ou du tiers détenteur.

Mais la réintégrande est-elle personnelle ou réelle ? Nous n'avons pas rencontré en examinant la jurisprudence d'exemples d'actions intentées contre un tiers détenteur. On enseigne généralement qu'elles ne pourraient être exercées contre lui qu'autant qu'il serait complice de la voie de fait, au moins pour avoir succédé de mauvaise foi au spoliateur (120). Si, en effet, l'on admet avec la jurisprudence que la réintégrande a un caractère délictuel, donc personnel, elle ne peut être intentée que contre l'auteur de la voie de fait lui-même. — Il n'y a pas non plus en jurisprudence d'exemples de contestations entre le demandeur en réintégrande et les créanciers de l'usurpateur.

40. — *Nature de la réintégrande.* — D'une manière générale les auteurs qui refusent de voir dans la réintégrande une action distincte de la complainte la considèrent comme une action réelle, de même que la complainte (121). En revanche les auteurs qui suivent la jurisprudence y voient une

(120) AUBRY et RAU, 5^e édition, § 189, texte et note 16.

(121) GARSONNET et CÉZAR-BRU, t. 1, n^o 431.

action personnelle. « La réintégrande, dont le principe géné-
« rateur se trouve dans une voie de fait contraire à la paix
« publique, est essentiellement personnelle... » (122).

Cependant, il ne semble pas que le caractère personnel de la réintégrande soit aussi net. On ne peut lui dénier tout caractère possessoire. Tout d'abord la loi mentionne la réintégrande parmi les actions possessoires; et c'est sur cette seule mention que s'est appuyée la jurisprudence. Sans doute elle n'est pas une action « possessoire » au sens strict de ce mot, mais elle l'est au sens large. Elle n'a pas pour objet la simple réparation des voies de fait, mais la remise en possession du détenteur évincé. L'usurpateur est considéré non en simple auteur de dommage, mais en personne qui a la prétention de posséder ou de détenir l'immeuble qu'il a occupé par violences ou voies de fait (123).

Aussi ne soumet-on pas la réintégrande aux règles ordinaires des actions personnelles en répétition de corps certains ou en indemnité. Si l'on considère la réintégrande comme une action personnelle, comment pourrait-on justifier l'application des règles spéciales aux actions possessoires ? Or, on décide pratiquement que la réintégrande ne dure qu'un an à partir du fait qui lui donne naissance; qu'elle doit être portée devant le juge de paix; que la capacité nécessaire pour agir en réintégrande est celle exigée pour exercer une action

(122) AUBRY et RAU, *loc. cit.*

(123) GLASSON et TISSIER, t. I, n° 206.

possessoire; que le juge ne doit pas cumuler le possessoire et le pétitoire (124).

41. — *Nature de la réintégrande* (suite). — Ces anomalies dans le caractère mi-personnel et mi-réel de la réintégrande ont amené récemment M. Japiot (125) à présenter une théorie nouvelle sur la nature de la réintégrande. Selon lui, la réintégrande ne peut entrer dans le cadre trop rigide des actions personnelles ou réelles. « Nous ne sommes pas
« sûr qu'on puisse dire, écrit-il, que du moment que le bail
« ne confère pas de droit réel, le preneur ne peut pas avoir
« d'action possessoire, parce que l'action possessoire est
« réelle. Il est vrai que le preneur n'a pas d'action pétitoire
« réelle et qu'il n'est pas un possesseur, parce que le droit
« qu'il exerce n'est pas un droit réel. Il a, si l'on veut, l'a-
« nimus creditoris, l'animus d'un titulaire de droit personnel,
« non pas l'animus d'un titulaire de droit réel. Mais il a un
« animus detinendi, joint à la situation de fait d'un déten-
« teur.. Réalité et personnalité, c'est peut-être une distinc-
« tion inapplicable ou difficilement adaptable au domaine du
« fait : et les questions de possession, détention, actions pro-
« tégeant la possession, actions protégeant la détention, sont
« peut-être du domaine du fait, ou si l'on veut, du domaine

(124) JAPIOT, *Traité élémentaire de procédure*, n^{os} 112 et 116.

(125) *Rev. trim.*, 1928, p. 975. — S. 28, 2, 169.

« de l'administration et de la police, plutôt ou autant que du
« domaine du droit et de la juridiction. »

De même, que tous les droits rentrent difficilement dans les distinctions en droits réels et droits personnels, il y a des actions, des moyens, des prérogatives procédurales, qui ne sont pas toujours la mise en œuvre d'un droit. Il faut remarquer le rapprochement qui existe entre les référés et les actions possessoires; dans les deux cas le magistrat rend une sentence, ordonne des mesures de fait, qui ne peuvent préjudicier au fond du droit; dans les deux cas, vu l'urgence, dans l'intérêt du bon ordre et de la paix publique, le juge remplit une fonction policière et administrative plus que juridictionnelle. De tous temps, cette fonction a existé; à Rome, le prêteur rendait des sentences et des interdicts, l'interdit unde vi notamment, en vertu de son *imperium*, c'est-à-dire de son pouvoir de police. L'instance au principal est trop longue, trop coûteuse. Le législateur en créant les actions possessoires a pu voir leur but plutôt que leur point de départ; historiquement elles ont été créées en raison de la protection à obtenir plus que du droit à protéger. Pourquoi donc vouloir les classer à tout prix dans les actions réelles ou personnelles ?

Le rapprochement des référés et des actions possessoires s'impose d'autant plus que très souvent le possesseur ou le détenteur évincé auront le choix entre la nomination d'un expert par voie d'assignation en référé, et la réintégration par

voie d'assignation en justice de paix. Ainsi un voisin fait des brèches dans un mur mitoyen. Le détenteur évincé pourra demander en référé la nomination d'un expert, lequel aura pour mission de constater les dégâts commis, de déterminer les responsabilités, et, en cas d'urgence, de faire réparer le mur par des ouvriers de son choix. Le détenteur pourra aussi demander au juge de paix de le réintégrer dans la jouissance du mur, et de faire rétablir le mur dans son état primitif.

Il ne faut donc pas trop insister sur la question du caractère personnel ou réel de la réintégrande. Elle n'est exactement ni personnelle ni réelle; c'est une mesure de police. Cette théorie permet d'expliquer pourquoi la réintégrande, comme les autres actions possessoires, doit être intentée assez rapidement, être portée devant un magistrat proche des plaideurs, etc..., et d'autre part pourquoi elle protège le simple fait, la détention. Il en résulterait, en outre, que la réintégrande ne pourrait être intentée que contre l'auteur de la violence, et non contre le tiers détenteur de bonne foi, mais que le détenteur évincé aurait un droit de préférence vis-à-vis des créanciers de l'usurpateur.

La réintégrande peut-elle être intentée par le locataire contre son bailleur ? Les violences de celui-ci troublent autant l'ordre public que celles d'un tiers; la réintégrande, mesure de police, doit les réprimer au même titre. Mais les auteurs le plus souvent refusent au locataire l'exercice de la réinté-

grande contre son bailleur, sous le prétexte que l'éviction du chef du bailleur constitue une violation du bail, dont le juge de paix ne peut connaître sans cumuler le possessoire et le pétitoire. C'est une question que nous retrouverons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE III

Pouvoirs du juge et effets de la réintégrande

La réintégrande est une mesure de police; le juge de paix va donc se prononcer en fait, sans toucher au fonds du droit, sans cumuler le possessoire et le pétitoire (§ 1); d'autre part, sa décision, essentiellement provisoire, pourra être attaquée tant au possessoire qu'au pétitoire (§ 2). Ces questions ne seront d'ailleurs examinées qu'en ce qui intéresse la protection de la détention.

SECTION I. — DU NON CUMUL DU POSSESSOIRE ET DU PÉTITOIRE

42. — *Effets généraux de la règle du non cumul.* - - On entend par la règle du non cumul du possessoire et du pétitoire, que le juge du possessoire ne peut statuer sur le pétitoire, ni préjuger le pétitoire, ni statuer par des motifs tirés du pétitoire, ni renvoyer à se pourvoir au pétitoire, sous prétexte que le possessoire serait inséparable du pétitoire.

On entend aussi par cette règle que les parties ne peuvent engager une action pétitoire avant la fin de l'instance sur

le possessoire, et que le demandeur au pétitoire est déchu du droit d'agir au possessoire.

Enfin, c'est cette règle qui explique l'absence de chose jugée du possessoire vis-à-vis du pétitoire.

43. — *Application de la règle du non cumul à la réintégrande intentée par le fermier contre son bailleur.* — Les auteurs enseignent généralement que le fermier évincé par son bailleur ne peut se faire réintégrer par voie d'action possessoire, car il y a là une violation du contrat de bail par lequel le bailleur s'était engagé à assurer au fermier la jouissance paisible de la chose louée. Le juge de paix ne peut statuer sur cette violation sans interpréter le contrat de bail, et par conséquent préjuger du fond du droit, cumuler le possessoire et le pétitoire.

Mais le juge de paix ne pourrait-il réintégrer le fermier évincé par violence sur le seul fondement de l'éviction, sans statuer sur l'existence du contrat de bail, et sans accorder de dommages-intérêts pour la violation du contrat ? La réintégrande est bien accordée contre celui qui se prétend légitime propriétaire ou possesseur ; le fermier qui agirait en réintégrande, en invoquant uniquement sa détention paisible et publique et son éviction par violence ou voie de fait, même contre le propriétaire, doit être déclaré recevable dans son action. C'est le moyen de défense du bailleur, invoquant le contrat et demandant son interprétation qui doit être repoussé

comme dérogeant à la règle du non-cumul. La jurisprudence a jadis autorisé un particulier à agir en réintégration contre l'Etat qui avait repris par violence la possession d'un bien dépendant du domaine public. Il fut décidé alors que l'Etat et ses agents ne doivent pas, plus que quiconque, troubler l'ordre social par des voies de fait ou actes d'expulsion violente. Un bailleur doit, comme toute personne, procéder par les voies de droit; la dépossession violente commise par lui est socialement regrettable et répréhensible comme celle que commet un tiers. Or, le principe juridique de la réintégration est dans la maxime *Spoliatus ante omnia restituendus*, dans une idée de respect de l'ordre social; cette idée a une valeur générale; elle existe même lorsque la dépossession est commise par le bailleur et commande la mise en jeu de la même mesure de protection pour identité de motifs. La violence, de sa part, peut même apparaître plus grave, puisqu'elle est exercée contre une personne qui détient en fait en vertu de la promesse qu'il lui a librement consentie. Il ne doit pas tirer de cette promesse un avantage.

L'espèce dans laquelle a statué la Cour de Cassation, était peu favorable à l'admission de la réintégration (1). Il s'agissait, nous l'avons vu, de la rupture, ou de la cessation de la fourniture, du courant électrique, à un particulier qui n'avait pas renouvelé sa police d'abonnement. Il faudrait

(1) Civ. Cass., 1^{er} février 1922, précité, n° 37.

d'abord déterminer les caractères de ce contrat : engendret-il une obligation de faire, ou une obligation de donner ? Peut-on parler de détention du courant électrique ? Surtout y avait-il en l'espèce détention du courant électrique ? Autant de questions qu'il est bien difficile de résoudre alors qu'on ignore la nature du courant électrique. La Cour de Cassation a rejeté la réintégrande, certainement avec raison ; elle s'est appuyée pour cela sur la règle du non-cumul ; il pouvait en effet, dans l'espèce, y avoir lieu à interprétation du contrat ; il y avait inexécution d'une convention bien plutôt qu'éviction par violence. Mais il ne faut pas donner à son arrêt une portée qu'il n'a pas ; et lorsque la réintégrande peut être accordée sans avoir à interpréter le contrat, il n'y a pas même à tenir compte de l'existence de celui-ci et il ne faut pas rejeter l'action du fermier évincé en reprenant d'une manière générale le motif : « Attendu que l'inexécution d'une « convention entre les parties ne peut donner lieu à l'action « possessoire. »

SECTION II. — LA DÉCISION DU JUGE ET SON AUTORITÉ

44. — *Quelles décisions peut prendre le juge ?* — Le juge est compétent pour ordonner la cessation des voies de fait, la remise en possession du terrain et la suppression des travaux qui s'y opposent. Ainsi la Compagnie des Chemins

de Fer du Midi, lors de la création de la gare maritime de Bordeaux, s'était emparée d'un terrain occupé par des particuliers et l'avait clôturé d'une barrière, sans expropriation ni indemnité préalable. La réintégration fut accordée, la destruction de travaux ordonnée, et le pourvoi en cassation de la Compagnie rejetée. « Attendu que si la voie de fait qui
« sert de base à la réintégration consiste en travaux illéga-
« ment exécutés sur le terrain d'autrui, le juge du posses-
« soire est nécessairement compétent pour ordonner la sup-
« pression de ces travaux... » (1).

De même c'est à bon droit que le juge de paix ordonne l'enlèvement d'une porte qui empêche le détenteur d'accéder à son terrain (3), ou le rétablissement d'un fossé dans son état primitif (4) ou la reconstruction d'un chemin et la suppression d'une barrière, etc... Il serait possible d'en trouver à l'infini des exemples dans la jurisprudence. Le juge peut toujours ordonner la restitution du bien litigieux et la remise des choses dans leur état ancien (5). Il peut, en outre, allouer des dommages-intérêts.

45. — *Effets du jugement.* — Le jugement qui prononce la réintégration n'a que des effets très limités. Il ne restitue

(2) Req., 18 juin 1866. D. 66, 1, 426. — S. 66, 1, 365, précité. C^{ie} des Chemins de fer du Midi c/ Prunier et Damade.

(3) Req., 14 mars 1876. D. 78, 1, 68. S. 76, 1, 266. Jacquemain c/ Emery.

(4) Req., 27 février 1878. S. 78, 1, 467. Antoine c/ Commune d'Einvieux.

(5) AUBRY et RAU, 5^e édition, § 189, texte et note 19. PLANIOL, RIPERT, PICARD, n^o 210.

au détenteur qu'une jouissance momentanée, matérielle, provisoire; et celle-ci peut être anéantie même au possesseur. La partie qui a succombé peut toujours, si par ailleurs elle se trouve dans les conditions voulues, se pourvoir par la voie de la complainte contre celle qui a obtenu gain de cause sur la réintégrande (6). C'est ainsi que la jurisprudence a maintenu la préséance de la possession sur la détention.

Mesure de police, la réintégrande ne touche ni au fonds du droit, ni même à la question de possession. Le jugement qui admet une action en réintégrande ne reconnaît et n'attribue point au demandeur une possession annale réunissant les caractères exigés par l'art. 23 C. Proc. Civ. Par suite il ne saurait, dans une nouvelle instance engagée entre les mêmes parties, faire preuve d'une possession pour agir en complainte (7).

-
- (6) Cf note Devilleneuve. S. 1837, 1, 609. — Req., 28 décembre 1826. S. 27, 1, 73. Chauffier c/ veuve Guyomard. — Req., 4 juin 1835. S. 35, 1, 413. Commune de Mayenne c/ hospice de Mayenne. — Civ. Cass., 5 avril 1841. S. 41, 1, 295. Duron c/ Ducorneau et autres. — Req., 25 mars 1857. D. 58, 1, 315. S. 58, 1, 453. De Grave c/ de Castillon. — Req., 4 mai 1868. D. 68, 1, 332. Autrique c/ Commune de Fiennes.
- (7) Req., 12 août 1874. D. 76, 1, 501. S. 75, 1, 28. Laperrière c/ Sarraud.

DEUXIÈME PARTIE

La protection du détenteur de meubles en cas d'éviction

46. — En matière d'immeubles, la jurisprudence a procédé pour la protection de la détention par voie d'extension des conditions d'exercice des actions possessoires prévues par le Code Civil, continuant ainsi une tradition historique. Mais depuis longtemps déjà, depuis que les nécessités du commerce ont amené la confusion en matière mobilière de la propriété et de la possession, il n'y a plus d'actions possessoires en matière de meubles.

Le détenteur de meubles ne sera-t-il donc pas propégré en cas d'éviction ? Certes les meubles sont moins les objets de violences ou de voies de fait que les immeubles ; mais les vols sont assez fréquents. Le locataire, le dépositaire, le créancier exerçant sur un meuble un droit de rétention, n'auront-ils aucune action directe pour recouvrer la détention des meubles contre un voleur qui les en aura dépouillés ? Le Code civil ignorant la détention, ne lui a accordé expressément aucun effet en matière mobilière plus qu'en matière

immobilière. Mais ici encore la jurisprudence a créé un régime de protection de la détention.

Il faut mettre à part le droit de suite du créancier gagiste. En effet, la doctrine voit dans le gage un véritable droit réel donnant au gagiste un droit de suite en cas de dépossession involontaire.

47. — *Création de la protection.* — L'absence de protection n'a pas paru, pendant longtemps, gêner le détenteur ; les meubles étaient peu importants ; le détenteur utilisait l'action pénale et obtenait sans doute sans difficulté la restitution du meuble volé.

Mais au milieu du XIX^e siècle, les valeurs mobilières apparurent et prirent un développement considérable, notamment lors de la création des grandes Compagnies de Chemins de fer et des emprunts qu'elles émirent. Les vols de valeurs mobilières devinrent importants. Après la guerre de 1870-71, la Commune, et les pillages dont elles furent l'occasion, la loi du 15 juin 1872 régla la revendication des titres au porteur perdus ou volés. C'est aussi à propos du vol de valeurs mobilières déposées soit chez un notaire, soit dans un grand établissement de crédit, que la jurisprudence a créé une protection du détenteur.

Avant cette évolution jurisprudentielle, quelles actions appartenaient au détenteur ? En dehors de l'action pénale, il avait une action personnelle en réparation du dommage

subi du chef du vol, fondée sur l'article 1382 du Code Civil. Le préjudice subi par le détenteur est double : d'une part il perd une sûreté, s'il est créancier rétenteur (1), ou la jouissance de la chose, s'il est locataire; d'autre part, il doit rendre la chose au propriétaire au moment du paiement, de la fin du bail ou de celle du dépôt, et ne pouvant la restituer en nature, il devra la restituer en équivalent, c'est-à-dire en payer la valeur, plus s'il y a lieu des dommages-intérêts. L'action du détenteur contre la valeur est une simple action en dommages-intérêts; elle ne rend pas au détenteur la chose elle-même. Certes, les tribunaux pourront condamner le voleur à restituer la chose sous une astreinte élevée par jour de retard, mais ce n'est qu'une obligation de faire se résolvant en dommages-intérêts. Si le voleur ne veut pas restituer, le volé ne peut l'y obliger. Cette action a surtout un grave inconvénient lorsque le voleur est insolvable, ce qui, en pratique, arrive souvent. Le détenteur viendra en concours avec les autres créanciers du voleur; il n'a aucun droit de préférence, aucun droit de suite, sur les meubles volés. Il en est de même si le meuble se retrouve entre les mains d'un tiers détenteur de mauvaise foi.

48. — *Plan.* — C'est dans ces conditions que la juris-

(1) Certains auteurs voient dans le droit de rétention un droit réel, assimilable en partie au gage. Il est pas possible d'entrer ici dans cette controverse.

prudence a créé une action réelle au profit du détenteur de meubles. Il convient d'examiner successivement : sur quoi la jurisprudence s'est appuyée pour la création de cette action (chapitre premier), ses conditions d'exercice (chapitre II), sa nature et ses effets (chapitre III).

CHAPITRE PREMIER

De l'existence au profit du détenteur d'une action en revendication des meubles volés

SECTION I. — LES TEXTES

49. — *Historique.* — Lorsque dans notre très ancien droit, antérieurement au XII^e siècle, la revendication des meubles n'existait pas, en cas de dépossession par perte ou vol le propriétaire avait différentes actions dont le caractère pénal était à l'origine très marqué, mais qui de bonne heure, lui permirent de suivre sa chose entre les mains des tiers. Cette action était-elle accordée au détenteur ? Nous ne le savons pas. En fait les meubles étaient à cette époque de peu de valeur, la vie économique et les échanges assez restreints : le louage était rare ; seuls les contrats de gage, de prêt, ou de dépôt étaient usités, peu fréquemment. Mais il est probable, en raison du caractère pénal originaire de l'action, qu'elle appartenait au détenteur comme au propriétaire.

Lors de la renaissance du droit romain, cette situation ne dut pas changer. La revendication des meubles fut géné-

ralisée. Or, en droit romain (1) un certain nombre de détenteurs de meubles étaient protégés par les interdits. On ne distinguait pas les détenteurs de meubles des détenteurs d'immeubles. Mais alors qu'était protégé le détenteur d'immeubles qui avait le bien en main au moment de l'éviction, le détenteur de meubles pour profiter des interdits devait avoir eu le bien en main pendant la majeure partie de l'année qui avait précédé l'éviction. L'action de force, puis la réintégrande protégèrent le détenteur de meubles.

Ce triomphe de la revendication fut suivi de près par une réaction, car il ruinait la sécurité du commerce. D'abord réduite à une durée de trois ans après le vol, la revendication fut supprimée toutes les fois que le propriétaire avait confié sa chose à une personne qui en avait irrégulièrement disposé. La revendication ne fut maintenue au XVIII^e siècle qu'en cas de perte ou de vol. C'est alors qu'apparaît dans Bourjon, commentant la jurisprudence du Châtelet de Paris, l'adage célèbre : « En fait de meubles, possession vaut titre ». Nous ne savons pas si, à cette époque, le détenteur pouvait revendiquer le meuble perdu ou volé ; la réintégrande n'était plus accordée qu'au détenteur d'immeubles.

50. — *Le Code Civil.* — Le Code civil a suivi fidèlement les précédents historiques ; il n'a maintenu la revendication que dans le cas de perte ou de vol. A-t-il voulu accor-

(1) Cf *suprà* n° 11.

der cette action au détenteur ? C'est peu probable. Voici, en effet, le texte de l'art. 2279 :

« En fait de meubles, la possession vaut titre..

« Néanmoins celui qui a perdu ou auquel il a été volé
« une chose, peut la revendiquer pendant trois ans, à comp-
« ter du jour de la perte ou du vol, contre celui dans les mains
« duquel il la trouve ; sauf à celui-ci son recours contre celui
« duquel il la tient ».

L'intention manifeste du texte est d'accorder la revendication au possesseur de meubles, c'est-à-dire au propriétaire. Néanmoins, la jurisprudence, prenant isolément le second alinéa de l'art. 2279, a déclaré : « celui qui a perdu ou au-
« quel il a été volé une chose peut la revendiquer... » « Celui qui » est un terme général ; il peut désigner le détenteur comme le possesseur. Le détenteur peut donc revendiquer.

51. — *La loi du 15 juin 1872.* — Le droit commun protégeait d'une façon insuffisante les propriétaires de titres au porteur contre le vol ; il ne les protégeait pas du tout contre l'abus de confiance ou l'escroquerie. En fait les titres volés étant presque toujours négociés en Bourse, le propriétaire devait rembourser au porteur de bonne foi la valeur intégrale du titre, ce qui rendait la revendication inutile.

C'est pourquoi, après les incendies et les pillages de 1870-71, la loi du 15 juin 1872, modifiée depuis par la loi du 8 février 1902, institua un régime nouveau de protection pour

les propriétaires de titres au porteur. Voici comment est rédigé son article premier : « Le propriétaire de titres au porteur qui en est dépossédé par quelque événement que ce soit, peut se faire restituer contre cette perte, dans la mesure et sous les conditions déterminées dans la présente loi. » Ici le texte est formel ; il n'accorde la revendication qu'au propriétaire. Cependant, une partie de la jurisprudence et certains auteurs ont tenté de passer outre, et de l'accorder au détenteur.

SECTION II. — LA JURISPRUDENCE

52. — *Plan.* — La plupart des arrêts qui sont intervenus en cette matière se sont prononcés sur des vols ou des détournements de valeurs mobilières. Cependant un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation est antérieur à la loi du 15 juin 182. C'est par suite l'art. 2279 du Code Civil qui s'appliquait. D'autre part, un autre arrêt semble avoir statué sans qu'il ait été procédé aux notifications et à la publication de l'opposition. Ici encore l'art. 2279 était donc seul applicable.

Il convient d'étudier successivement la jurisprudence en matière de meubles perdus ou volés, et en second lieu, sur le régime spécial des titres au porteur.

53. — § 1. *Droit commun applicable à tous les meubles perdus ou volés.* — Le premier arrêt qui a eu à statuer sur

la revendication d'un détenteur paraît être un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation en date du 5 janvier 1872 (2). Un clerc de notaire avait détourné divers titres qui étaient en dépôt chez son patron, lors du règlement d'une succession. Le notaire poursuit son clerc, qui est condamné pour abus de confiance; puis il assigne les changeurs, auxquels son clerc avait vendu ou donné en nantissement les titres détournés, en restitution de ces titres ou en paiement de leur valeur, arguant de leur mauvaise foi. La Cour d'Appel de Paris, par arrêt en date du 23 novembre 1869, puis la Cour de Cassation, accueillent l'action du notaire. Il convient d'ailleurs de remarquer que les changeurs n'avaient pas soulevé le moyen tiré du défaut de qualité du demandeur. Implicitement néanmoins, le principe de la recevabilité de la revendication du détenteur est admis.

Lorsque le moyen fut soulevé, la jurisprudence accueillit également l'action du détenteur. Voici sur quelle espèce est intervenu l'arrêt fondamental. Un employé d'une grande banque avait détourné des titres en dépôt et les avait remis en nantissement à deux changeurs. Il est condamné pour abus de confiance. En même temps la banque obtient la restitution des titres, moyennant consignation d'une somme égale à leur valeur, laquelle est affectée spécialement aux droits éventuels des changeurs. Puis, la banque réclame la

(2) Civ., 5 janvier 1872. D. 72, 1, 161. S. chron. Merkens et Weismann c/ Piat.

restitution de la somme consignée, en alléguant l'irrégularité du nantissement. La Cour de Paris, par arrêt en date du 4 décembre 1885, rejette sa demande par les motifs suivants :
« Que (la banque) n'était pas propriétaire des titres
« soustraits, et que les titres n'étaient entre ses mains que
« par suite d'un dépôt; que la disposition exceptionnelle de
« l'art. 2279, qui permet, en cas de vol, la revendication et
« l'exercice d'un droit de suite sur les objets mobiliers, con-
« trairement aux règles du droit commun, est une règle de
« droit étroit, qui ne peut être étendue au delà des cas pré-
« vus par la loi; que les termes de cet article n'admettent
« le droit de revendication qu'au profit de celui auquel la
« chose a été volée, ce qui ne peut s'entendre que des pro-
« priétaires de cette chose, ou tout au moins de celui qui la
« possédait *animo domini*, ou qui avait sur elle un droit réel
« équivalent à la propriété; que le dépositaire, bien que res-
« ponsable, en principe, de l'objet déposé, n'a aucun droit
« de propriété sur cet objet, dont la loi lui défend de se
« servir sans la permission du déposant; que (la banque),
« simple dépositaire des titres dont il s'agit, était, dès lors,
« non recevable à revendiquer ces titres en son nom person-
« nel. »

La banque s'étant pourvue en cassation, l'arrêt précédent fut cassé par un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation en date du 28 mars 1888 (3) : « Attendu que,

(3) Civ. Cass., 28 mars 1888. D. 88, 1, 253. S. 88, 1, 265. Crédit Lyonnais c/ Pillart et Munès Mendès.

« si pas plus que le propriétaire, le dépositaire, victime d'un
« abus de confiance, n'a aucune qualité pour revendiquer
« les titres détournés dans les mains d'un tiers, détenteur de
« bonne foi, qui en a acquis la possession animo domini,
« il en est tout autrement lorsque le détenteur n'est en pos-
« session que par suite d'un nantissement irrégulier... ;

« Que dans ce cas le détenteur ne peut avoir plus de
« droit que l'emprunteur, auteur de l'abus de confiance, pour
« le compte duquel il possède, et contre lequel l'action en
« restitution est évidemment ouverte... »

Il faut encore signaler que dans cette espèce, par suite de la consignation de la valeur des titres, la banque avait pu les reprendre et les rendre à leur propriétaire. Celui-ci, désintéressé, n'avait plus à agir. La banque agissait dans son propre intérêt, et non en vertu d'un mandat tacite de son client. Elle ne paraît pas avoir fait les notifications et publications prévues par la loi du 15 juin 1872. Les arrêts n'y font aucune allusion et ne s'appuient que sur l'art. 2279.

54. — *Revendication et saisie-revendication.* — Le détenteur qui revendique un meuble perdu ou volé peut procéder par voie de saisie-revendication au lieu de procéder par voie d'action. A vrai dire, aucun arrêt n'a autorisé formellement le simple détenteur à employer cette procédure. Mais un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du

20 mars 1878 (4) a décidé que le créancier qui opérait une saisie revendication sur les meubles de son débiteur et qui y avait intérêt en raison d'une saisie antérieure devant être suivie de vente, et de l'absence du débiteur, ne commettait en cela aucune faute et ne pouvait être condamné à des dommages-intérêts. Le détenteur pouvant procéder par voie d'action, ne commettrait, lui non plus, aucune faute en saisie-revendiquant les meubles qui lui ont été volés.

55. — § 2. *Régime spécial des titres au porteur perdus ou volés.* — Le premier exemple de revendication après accomplissement des formalités prévues par la loi de 1872, se trouve dans un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 15 juin 1897 (5). Le Comptoir National d'Escompte procédait à cette époque à l'échange de ses actions, à raison de quatre actions anciennes contre trois actions nouvelles. Pour cela un porteur d'actions anciennes les fit déposer à la banque par un changeur en échange d'un récépissé nominatif, au nom du porteur. Le changeur arriva néanmoins à obtenir personnellement un prêt sur ce récépissé, et le créancier gagiste à retirer les titres, en présentant une décharge paraissant signée du propriétaire. En réalité, il n'en était rien ; la banque l'apprit et régularisa les oppositions. Le créancier gagiste en demanda alors la main-levée ; mais sa mauvaise foi étant cer-

(4) Civ., 20 mars 1878. D. 78, 1, 256. Féty c/ Cata.

(5) Paris, 15 juin 1897. D. 99, 2, 153. Note A. Colin. — Comptoir National d'Escompte c/ Carpentier et Hoffer.

taine, sa demande fut rejetée, quoique l'opposition ait été formée non par le propriétaire des titres, mais par la banque dépositaire.

L'opinion inverse a été consacrée par un autre arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 10 décembre 1904 (6). Elle a décidé que le droit de faire opposition n'appartenait qu'au propriétaire dépossédé. Dans l'espèce une banque était dépositaire de titres par lesquels elle cherchait à obtenir un prêt sur nantissement, et elle avait été victime d'un abus de confiance de la part du prêteur qui lui avait remis un chèque sans provision et vendu les titres à un tiers. Elle avait régularisé une opposition, mais sur la demande du tiers porteur, la main-levée en fut prononcée : « Considérant, que (la banque) était inhabile à se prévaloir des droits réservés au « seul propriétaire. »

SECTION III. — LA DOCTRINE

56. — § 1. *Droit commun applicable à tous les meubles perdus ou volés.* — La jurisprudence qui s'est établie sur l'art. 2279 du Code Civil a été approuvée par la plupart des auteurs (7). En effet, il est possible de considérer isolément le deuxième alinéa de l'art. 2279, qui ainsi vise toute dépos-

(6) Paris, 10 décembre 1904. S. 1906, 2, 169. Note Wahl. — Caisse industrielle et Gourovitch c/ Gaulay et C^{ie}.

(7) COLIN et CAPITANT, t. I, p. 919, note 1. — PLANIOL, RIPERT, PICARD, n° 391.

session par perte ou vol, la victime étant possesseur ou simplement détenteur. Il s'est produit ici un phénomène d'isolement ou d'abstraction du contexte semblable à celui de l'art. 1384 du Code Civil. Pour protéger les victimes d'accidents du fait des choses, accidents de plus en plus nombreux, de plus en plus terribles, et de plus en plus difficiles à imputer à faute, la doctrine et la jurisprudence ont considéré isolément la première phrase de l'art. 1384, qui paraît cependant annoncer simplement les cas de responsabilité énumérés dans les art. 1384, 1385 et 1386, et l'ont érigé en principe général. Il en est de même pour la perte ou le vol du deuxième alinéa de l'art. 2279.

Les auteurs discutent uniquement sur la possibilité pour le détenteur évincé de se servir de la procédure de la saisie-revendication. Selon MM. Glasson, Colmet-Daage et Tissier (8), « la saisie-revendication a pour objet de garantir « la propriété mobilière et le droit réel de gage, et « doit être refusée à toute personne qui ne peut pas invoquer un droit réel muni d'un droit de suite sur le meuble ». Au contraire Carré et Chauveau (9) estiment que « tous ceux qui ont intérêt à la conservation de la chose peuvent saisir-revendiquer... (le dépositaire, le locataire, etc.) « peuvent revendiquer la chose, quoiqu'ils n'en aient pas la « propriété, si elle est volée ou détournée, parce qu'en étant

(8) GLASSON, COLMET-DAAGE et TISSIER, t. II, n° 1.549, p. 643.

(9) CARRÉ et CHAUVEAU, t. VI, 2^e volume, quest. 2.812 *ter*, p. 623.

« responsables envers le propriétaire, ils doivent avoir tous
« les moyens nécessaires pour se mettre en état de la ren-
« dre. » D'ailleurs, du moment que l'on accorde au détenteur la faculté de revendiquer, on ne voit pas bien pourquoi on lui refuserait l'usage de la procédure de saisie-revendication.

Pratiquement, il est avantageux d'accorder au détenteur l'action en revendication. Cependant, il est remarquable que cela aboutisse, ainsi que le note A. Colin (10), « à instituer
« quelque chose qui ressemble fort à une action possessoire
« en matière mobilière ». Les besoins de la pratique, résultant du développement immense des valeurs mobilières, des objets précieux, et des banques de dépôt, conduisent donc à distinguer de nouveau en matière de meubles la possession et la propriété, ou plus exactement à accorder certains effets à la simple détention. L'action qui la protège n'a d'ailleurs aucune ressemblance avec l'action possessoire immobilière; elle se rapproche de l'action pétitoire. C'est la première manifestation dans notre droit de l'extension de la notion de possession et la première reconnaissance d'un effet juridique à la détention prise en tant que telle.

57. — § 2. *Régime spécial des titres au porteur perdus ou volés.* — L'extension désirable au détenteur du régime de protection institué par la loi du 15 juin 1872 pour le proprié-

(10) Note au D. 1899, 2, 153.

taire se heurte à la lettre des textes, qui visent toujours « le propriétaire ». C'est pourquoi les auteurs, comme les arrêts, sont en désaccord.

Les uns (11) soutiennent que l'on ne peut méconnaître une disposition formelle de la loi.

Les autres (12) voyant l'intérêt pratique de la protection du détenteur, ont essayé de trouver dans les termes et surtout dans l'esprit de la loi, une raison de l'étendre au détenteur évincé.

58. — *Opinion extensive de la loi de 1872.* — On invoque en premier lieu l'incertitude des expressions employées par la loi, qui, dans son art. 2, dernier alinéa, parle du « porteur dépossédé », ainsi que dans son art. 3, § 2, au moins depuis les modifications de la loi du 15 juin 1902. On en conclut que cela suffit à jeter un doute sur le sens des mots « propriétaire dépossédé », et à permettre à l'interprète de se demander si la loi a entendu exclure le détenteur de sa protection, ou si elle ne s'est pas servie, sans y attacher d'importance, d'un terme correspondant à l'hypothèse la plus fréquente, sans pour cela vouloir exclure les autres.

Or, la loi de 1872 a eu pour unique objet la création d'une protection plus efficace contre le vol, ou d'une manière

(11) LE GOST. Des titres au porteur perdus, volés ou détruits, n° 129. WAHL, traité théorique et pratique des titres au porteur, t. 2, n° 1.529.

(12) WAHL, note au S. 1906, 2, 169. — BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER, traité de la prescription, 2^e édition, n° 919.

générale, le détournement des titres au porteur ; en un mot elle a étendu la protection de l'art. 2279, elle n'a pas voulu la restreindre. Voici les termes du rapport de M. Grivart à l'Assemblée Nationale (13) : « Aujourd'hui, dans le silence
« de la loi, la jurisprudence assimilant les titres au porteur
« aux meubles corporels, les soumet à l'application de la
« maxime : *en fait de meubles, possession vaut titre*, en
« sorte que la tradition qui en est faite même *a non domino*,
« en transfère la propriété à l'acquéreur de bonne foi. Il
« est vrai que l'art. 2279 contient une exception à son prin-
« cipe pour les deux cas de perte et de vol. Mais, outre que
« l'exception, étroitement limitée par le texte de la loi, laisse
« sous l'empire de la règle commune des cas de déposses-
« sion très dignes d'être protégés, ceux par exemple qui ré-
« sultent de l'escroquerie et de l'abus de confiance, on doit
« reconnaître que, dans les limites mêmes de son application,
« elle ne constitue pour le propriétaire dépossédé qu'une ga-
« rantie insuffisante. On comprend que de telles restrictions
« apportées au droit de revendication en rendent les effets
« à peu près illusoires. Un titre qui a changé de mains, qui
« par l'effet d'une négociation, est entré dans les mains d'un
« tiers porteur, est, en fait, un titre perdu pour son pro-
« priétaire. »

C'est donc bien le régime institué par l'art. 2279, 2°,

(13) S. Lois annotées, 1872, p. 246, note, n° 9. Cité par WAHL, note précitée.

que la loi de 1872 a voulu améliorer. Or, d'après la jurisprudence, ce régime de protection peut être invoqué par le détenteur. Les considérations précédentes valent pour lui comme pour le propriétaire. Certes la loi de 1872 ne parle que des propriétaires, mais comme elle ne s'est pas servie de ce terme intentionnellement, on ne peut y attacher un sens restrictif. C'est une désignation qui n'est pas limitative. On fait observer au surplus que si on prenait à la lettre l'art. 2279, on ne pourrait l'appliquer qu'aux possesseurs et non aux détenteurs. « La Cour de Cassation et les interprètes, » conclut M. Wahl (14), ont avec raison refusé d'attacher « une importance exagérée aux mots dont s'est servi l'art. » 2279; ils ont consulté son esprit, et ont été amenés à reconnaître que le droit accordé en apparence au seul propriétaire appartient aux possesseurs et même aux simples détenteurs; il n'y a aucune raison d'interpréter plus rigoureusement la loi de 1872, et d'entendre littéralement un terme auquel on donne une signification extensive dans les textes du Code Civil auxquels cette loi se rattache. »

59. — *Critique.* — Ce raisonnement paraît assez fort; malheureusement si la jurisprudence peut interpréter un texte obscur, ou ambigu, tel que l'art. 2279, 2°, du Code Civil, « celui auquel il a été volé... », elle ne peut modifier un texte précis, tel que l'article premier de la loi de 1872 :

(14) Note précitée.

« Le propriétaire au porteur qui en est dépossédé... ». Au surplus la loi de 1872 a un caractère exceptionnel; elle déroge au droit commun des meubles perdus ou volés.

Le détenteur auquel il a été dérobé des titres au porteur ne peut donc se prévaloir des dispositions de la loi de 1872. Il ne doit même pas régulariser les oppositions qu'elle prévoit, car le porteur de bonne foi pourrait lui réclamer des dommages-intérêts. Le détenteur pourra mettre le propriétaire en demeure de régulariser les oppositions (15); mais cette faculté est insuffisante. En effet le détenteur sera obligé de restituer le meuble au terme fixé; s'il ne peut le restituer en nature, il devra le restituer par équivalent; le propriétaire n'aura donc aucun intérêt à faire opposition, et le détenteur ne peut l'y forcer.

Mais le détenteur est protégé par l'art. 2279, 2°. Il y a là une différence assez curieuse entre le régime de la possession et celui de la détention, qui provient de l'ignorance théorique de celle-ci par nos lois. Son régime de protection est élaboré lentement par la jurisprudence, sous l'empire des nécessités pratiques, mais elle se heurte souvent à la lettre des textes. De même que la réintégrande a pu être étendue au détenteur, mais non la complainte, de même on a pu lui appliquer l'art. 2279, 2°, mais non la loi de 1872. Certains auteurs ont objecté que les mêmes raisons pratiques que l'on

(15) WAHL. Traité théorique et pratique des titres au porteur, t. 2, n° 1.529.

invoquait en faveur de l'application de la réintégrande valaient également pour la complainte, et ont conclu de là à l'inapplication de toutes deux au détenteur. Certes, les mêmes raisons pratiques existent; mais dans un cas, la loi est ambiguë; dans l'autre, elle exclut formellement et ne laisse aucune place à l'interprétation. Or, le développement des affaires, des sociétés, des dépôts et des nantissements a rendu indispensable la protection du détenteur. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, nous assistons à l'effort constructeur de la jurisprudence qui adapte une loi rigide aux nécessités de la vie, et l'exclusive de certains articles de nos lois est regrettable. Il en résulte un ensemble bizarre et peu cohérent; action possessoire au sens large du mot, l'action accordée au détenteur qui revendique des meubles volés ressemble en tout, nous allons le voir, à une action pétitoire.

CHAPITRE II

Conditions d'exercice de la revendication par le détenteur de meubles volés

60. — *Plan.* — Il convient, pour opposer la revendication mobilière à la réintégrande, de suivre dans son étude un plan analogue. Il sera donc étudié successivement quels sont les caractères que doit présenter la détention pour être protégée, contre quelles dépossessions le détenteur est protégé, et enfin contre qui la revendication peut être intentée. Alors que pour justifier l'exercice de la réintégrande, la jurisprudence faisait appel au bon ordre public, à l'interdiction de se faire justice à soi-même, et à la maxime « *Spoliatus ante omnia restituendus* », en matière de revendication de meubles volés la jurisprudence paraît protéger la détention pour elle-même, parce que le détenteur est responsable envers le propriétaire du meuble volé.

SECTION I. — CARACTÈRES DE LA DÉTENTION PROTÉGÉE

61. — *Détention actuelle.* — Il est évident que le détenteur doit avoir le *corpus* sur la chose détenue au moment

du vol. Le *corpus* étant le seul élément de la détention, le détenteur ne peut l'avoir par l'intermédiaire d'un tiers. Celui qui est en détention, c'est celui qui a le pouvoir de fait sur la chose.

Il faut remarquer, en outre, à ce propos que pour l'exercice de la réintégrande la jurisprudence qualifie souvent de « détention » toute espèce de possession irrégulière, tandis qu'en matière de revendication de meubles on entend strictement par « détention » le fait d'avoir une chose sous sa puissance en vertu d'une convention qui oblige à la restituer, dépôt, louage, etc...

62. — *Durée de la protection.* — Le détenteur, pour être protégé, doit exercer la revendication dans un délai assez bref. Il y a, à la fois, une sanction contre la négligence du détenteur et une garantie pour les relations commerciales. Mais pour la réintégrande le délai est d'une année; c'est un délai de déchéance, opposable même aux mineurs et aux interdits, devant être appliqué nonobstant toute renonciation contraire, car la réintégrande emprunte ses caractères aux actions possessoires proprement dites; c'est une mesure de police.

En matière mobilière, la possession est, d'après le Code Civil, confondue avec la propriété. Il en résulte que l'action du détenteur emprunte ses caractères à l'action pétitoire. Comme elle, elle ne pourra être intentée que pendant trente ans contre un possesseur de mauvaise foi et pendant trois

ans contre le sous-acquéreur de bonne foi. Le délai de trente ans est un délai de prescription ; au contraire celui de trois ans est un délai de déchéance analogue à celui qui existe en matière d'actions possessoires (1).

63. — *Qualités de la détention.* — La jurisprudence exige, en matière de réintégration, que la détention soit paisible et publique. Il n'y a pas d'exemple analogue en jurisprudence pour la revendication mobilière, mais il n'en est pas moins certain que la revendication serait refusée à celui que se serait maintenu indûment, par violence ou clandestinité, en détention du meuble volé. En effet, il n'y a pas lieu de reconstituer une détention illégitime. *In pari causa possessionis, melior est possidentis.*

Toutefois en pratique la preuve de l'illégitimité de la détention sera difficile à faire. L'illégitimité résidera en effet le plus souvent dans la non restitution du meuble détenu au terme fixé par le contrat de dépôt, de louage, etc... Or *res inter alios acta aliis neque prodest neque nocet.*

SECTION II. — DÉPOSSESSIONS CONTRE LESQUELLES LE DÉTENTEUR EST PROTÉGÉ

64. — *Principe.* — Il faut remarquer en premier lieu qu'ici, comme en matière de réintégration, une dépossession

(1) AUBRY et RAU, § 183. — PLANIOL, RIPERT, PICARD, n^{os} 392 et 393.

complète est nécessaire. En cas de trouble de jouissance le détenteur aura peut-être une action personnelle fondée sur l'art. 1382, mais il ne pourra évidemment agir en revendication d'un meuble qu'il a entre les mains.

D'autre part, il est nécessaire que les meubles dont le détenteur a été évincé soient reconnaissables. S'ils ne sont pas des corps certains, la revendication ne peut être exercée. En ce qui concerne les choses fongibles, telles des espèces métalliques, la revendication est impossible, à moins d'une individualisation matérielle et de la parfaite identification des objets réclamés avec ceux qui ont été volés (2). Sinon le détenteur n'aura qu'une action personnelle contre l'auteur du vol, et devra subir le concours de ses créanciers.

65. — *Le vol.* — Aux termes de l'article 2279 du Code Civil, le détenteur peut revendiquer en cas de perte ou de vol du meuble détenu. Il ne sera pas question ici de la perte, puisqu'il n'y a pas alors éviction. La doctrine et la jurisprudence entendent le mot « vol » dans un sens très strict. En effet les précédents historiques montrent que la revendication n'a été maintenue que dans le cas où le propriétaire n'a pas consenti à être dépossédé, en confiant par exemple le meuble à une personne qui en profitera pour l'en dépouiller.

Que faut-il donc entendre par vol ? En matière pénale, on définit le vol, la soustraction frauduleuse de la chose

(2) Cf par analogie Civ., 17 juillet 1929. D. H. 1929, 540.

d'autrui (3). Le vol comprend quatre éléments : la soustraction, qui est « l'appréhension, l'enlèvement d'une chose à « l'insu et contre le gré de son légitime détenteur » ; l'intention frauduleuse (« ne peut pas être poursuivie la personne « qui s'est emparée d'un objet s'en croyant le légitime propriétaire ») ; la soustraction d'une chose mobilière, car il n'y a pas de vol d'un immeuble ; mais dès qu'une chose est détachée d'un immeuble, elle perd son caractère immobilier et devient un meuble. Enfin la chose soustraite doit être la propriété d'autrui : si le vol a été commis par un domestique, un serviteur à gages, ou une personne travaillant habituellement chez le volé, c'est une circonstance aggravante qui transforme le vol en vol qualifié, le délit en crime. Si le vol a été commis par le conjoint ou le descendant du détenteur il n'est pas pénalement répréhensible.

En matière de revendication de meuble volé, la jurisprudence exige strictement les caractères du vol pénal. Mais la revendication est possible si tout en réunissant les éléments susvisés, il n'est pas pénalement répréhensible, par exemple pour avoir été commis par un descendant du détenteur (4).

66. — *Abus de confiance et escroquerie.* — La jurisprudence et les auteurs enseignent en général qu'on ne peut

(3) GOYET. Précis de droit pénal spécial, p. 245 et sq.

(4) Cf par analogie : Paris, 3 décembre 1902. S. 04, 2, 289, et la note de M. WAHL sous cet arrêt.

agir en revendication en cas d'abus de confiance, de violation de dépôt, ni d'escroquerie, non parce que la disposition de l'art. 2279 constituerait une exception, laquelle serait d'interprétation stricte, « mais parce que celui qui est victime « d'un abus de confiance ou d'une escroquerie consent une « aliénation et cesse d'être propriétaire; il ne peut donc être « question pour lui d'une action en revendication. » L'abus de confiance consiste dans le fait par une personne de détourner des meubles qui lui avaient été remis à charge de restitution. Il est parfois difficile de le distinguer du vol, notamment lorsqu'il est commis par un employé. Il est impossible de s'attarder ici sur ces points. D'une manière générale, la Cour de Cassation voit un vol dans la soustraction, une escroquerie dans le fait de se faire remettre, un abus de confiance dans le détournement ou la dissipation (5).

A la différence du détenteur, le propriétaire de titres au porteur dépossédé par escroquerie ou abus de confiance, peut, depuis la loi de 1872, les revendiquer.

SECTION III. — CONTRE QUI LE DÉTENTEUR PEUT-IL AGIR EN REVENDICATION ?

Le détenteur peut agir en revendication contre le possesseur actuel du meuble volé, qu'il soit de bonne ou mauvaise foi. Il peut le revendiquer entre les mains d'un créancier

(5) Cf les arrêts cités par MM. PLANIOL, RIPERT, PICARD, n° 390.

gagiste ; mais le pourrait-il même si c'était le propriétaire qui avait repris par un vol la possession de sa chose ?

67. — 1^{re} *Revendication contre un possesseur de mauvaise foi.* — En premier lieu le détenteur évincé peut agir en revendication contre un possesseur de mauvaise foi du meuble volé. En effet le possesseur de mauvaise foi ne peut invoquer l'art. 2279 du Code Civil. Ce possesseur de mauvaise foi peut être, soit le voleur lui-même, soit un recéleur ou un sous-acquéreur quelconque qui a acquis le meuble en connaissant son origine frauduleuse. Le détenteur pourra le revendiquer entre ses mains pendant trente ans. Ce n'est pas le délai de prescription de l'action pénale, parce que le détenteur n'exerce pas l'action civile, personnelle, en réparation du préjudice subi du chef du vol, mais l'action réelle (6). Et il en est ainsi même si le voleur a cessé de posséder la chose litigieuse par fraude, pour échapper à la revendication ; en pareil cas la Cour de Cassation a décidé que le défendeur devait être réputé avoir encore la possession (7). C'est admettre dans notre droit l'exercice de la revendication contre les *ficti possessores*, et notamment contre celui *qui dolo desiit possidere ante litem contestatam*, contre celui qui, ayant été possesseur, a cessé de posséder par dol, même avant l'exercice de l'action en revendication contre lui. Cette

(6) Civ., 7 février 1910. D. 1910, 1, 201. Note NAST. S. 1910, 1, 225. Note LYON-CAEN, PLANIOL, RIPERT, PICARD, n° 392.

(7) Civ., 7 février 1910, précité.

solution, admise en droit romain, au moins au Bas-Empire, avait survécu dans notre ancien droit (8). Elle offre de grands avantages pratiques; en effet les meubles, et spécialement les titres au porteur, se transmettent et se dissimulent avec une si grande facilité que le propriétaire ne pourrait à coup sûr exercer une revendication. Si le possesseur de mauvaise foi s'est débarrassé des meubles volés, il ne sera condamné qu'à des dommages-intérêts; néanmoins l'action du volé ne sera pas considéré comme une action civile, mais comme une revendication ne se prescrivant que par trente ans.

68. — 2° *Revendication exercée contre un possesseur de bonne foi.* — Lorsque le détenteur évincé agit contre un possesseur de bonne foi, l'action change de caractère. En effet le possesseur de bonne foi normalement est protégé par la règle de l'art. 2279 : « En fait de meubles, possession vaut titre ». C'est une exception que la possibilité de revendiquer contre lui en cas de vol. Aussi va-t-il avoir une situation meilleure que le possesseur de mauvaise foi.

Il y a là un des nombreux exemples du rôle de la morale dans le droit. On dit parfois, surtout dans la conception germanique du droit, que le droit doit s'occuper des actes et non des intentions, que l'emploi régulier des formes techniques par les sujets de droit couvre les intentions de leurs auteurs. Il n'en est pas ainsi dans notre droit. « Qu'il s'a-

(8) POTHIER. Traité du droit de domaine de propriété, n° 306.

« gisse, écrit M. Ripert (9), de l'acquisition des fruits, du
« paiement des créances, de la transmission de la propriété
« des meubles, de l'usurpation des immeubles, des construc-
« tions élevées par le possesseur, de la validité des actes ac-
« complis par le propriétaire apparent, dans d'autres cas
« encore, la loi ou les tribunaux font une distinction entre
« celui qui a agi de bonne foi, et celui qui, connaissant le
« vice de sa situation ou de son titre, doit, à cause de mau-
« vaise foi, être plus défavorablement traité. »

La bonne foi est présumée, la règle posée par l'art. 2268 du Code Civil étant considérée par la jurisprudence comme un principe général, qu'elle a appliqué notamment en matière mariage putatif. Il s'agit de punir la mauvaise foi quand elle est prouvée, et non de récompenser la bonne foi, considérée comme étant la règle normale. Certes la sécurité des relations commerciales tend de plus en plus à faire prévaloir la forme sur le fond, mais la forme n'est pas le fond.
« L'évolution du droit civil ne tend nullement à éliminer la
« recherche de l'intention » (10). On pourrait en trouver des exemples dans la jurisprudence qui s'est formée en matière d'abus des droits et de cause immorale.

69. — *Effets de la bonne foi.* — Le possesseur de bonne foi poursuivi en revendication par le détenteur volé aura,

(9) La Règle morale dans les obligations civiles, n^o 157 et sq.

(10) RIPERT, *loc cit.*

par comparaison au possesseur de mauvaise foi, un double avantage : d'une part l'action sera soumise à la prescription de trois ans, délai qui court du jour du vol. Ce n'est pas un délai de prescription, mais de déchéance, qui n'est pas suspendu par suite de l'incapacité du volé.

D'autre part, aux termes de l'art. 2280 du Code Civil le revendeur doit rembourser au possesseur de bonne foi le prix d'acquisition de la chose volée, s'il l'a acquise dans une foire, un marché, une vente publique, ou chez un marchand vendant des choses pareilles. Cette disposition donne au commerce une très grande sécurité. Elle est extrêmement ancienne ; on la rencontre déjà dans les *Etablissements de Saint-Louis*, et chez Beaumanoir.

70. — 3° *Revendication exercée contre un créancier gagiste.* — Il arrive parfois que le voleur, au lieu de vendre les meubles volés, les donne en gage, et que le détenteur volé les revendique entre les mains du créancier gagiste. Il y a alors plusieurs situations à distinguer.

Tout d'abord le nantissement peut être régulier ou irrégulier. Si le nantissement est irrégulier, par exemple s'il n'a pas été accompagné des formalités nécessaires pour qu'il soit valablement constitué, il n'a pu « conférer au détenteur « qu'une possession précaire inefficace pour équivaloir à un « titre et pour lui attribuer le bénéfice de l'action créée par « l'art. 2279 du Code civil ». Dans ce cas, le créancier ga-

giste ne peut avoir plus de droit que l'emprunteur, auteur du vol ou de l'abus de confiance, pour le compte duquel il possède et contre lequel l'action en restitution est évidemment ouverte (11). La revendication aura donc les mêmes caractères que quand elle est exercée contre le possesseur de mauvaise foi.

Si le nantissement est régulier, le créancier gagiste peut être de bonne ou de mauvaise foi. S'il est de mauvaise foi, il sera traité comme dans l'hypothèse précédente. Mais s'il est de bonne foi, sera-t-il traité comme le possesseur de bonne foi ? Malgré l'opposition d'une partie de la doctrine, la jurisprudence permet au créancier gagiste d'opposer au revendiquant la règle de l'art. 2279, 1°.

Il est certain d'autre part que le volé n'a d'action contre lui que pendant le délai de trois ans, étant donnés les termes généraux de l'art. 2279, 2°. Mais peut-il, s'il est de bonne foi, demander au volé la restitution de ses avances, ou tout au moins demander à garder les titres jusqu'au remboursement, problématique, de celles-ci ?

Il y a un arrêt de la Cour de Cassation en sens contraire (12). Un voleur avait déposé des titres volés dans une grande banque en garantie des avances qu'elle lui avait consenties. Le volé avait revendiqué les titres, et son action fut accueillie malgré l'opposition de la banque qui demandait à

(11) Civ. Cass., 28 mars 1880. Civ. 5 janvier 1872, précités.

(12) Civ. Rej., 11 mai 1898. S. 1898, 1, 481, note TISSIER.

retenir les titres jusqu'au remboursement de ses avances.
« Attendu que la disposition exceptionnelle édictée par l'art.
« 2280 du Code Civil, est restreinte par les termes mêmes
« de cet article à l'acheteur ; qu'elle ne saurait, dès lors, être
« étendue au créancier gagiste. » Le principe posé par cet
arrêt a été critiqué par la doctrine (13), qui voit dans les
art. 2279 et 2280 « un exemple dont les différentes parties se
« tiennent et s'enchaînent. » L'intention des rédacteurs du
Code Civil était peut-être de ne protéger que l'acheteur ;
mais dès lors qu'on étend l'un des textes au créancier ga-
giste, il convient de lui étendre également l'autre par une
interprétation libérale.

Par ailleurs les auteurs reconnaissent que les conditions
requisies pour l'application de l'art. 2280 ne se trouvaient pas
réunies dans l'espèce soumise à la Cour de Cassation, et ne
pourront en fait se trouver réunies qu'assez exceptionnelle-
ment. En effet la seule des hypothèses prévues par l'art.
2280 qui puisse se présenter en matière de gage, c'est celle
du prêt à un marchand remettant en gage des marchandises
pareilles à celles se trouvant dans son magasin. Au point
de vue spécial des prêts sur titres, on ne saurait considérer
les établissements de crédit comme des marchés publics des-
tinés à ces opérations. La jurisprudence a décidé, dans des
espèces voisines, que les bureaux des changeurs ne sont pas

(13) Note TISSIER, précitée. — PLANIOL, RIPERT, PICARD, n° 390.

des marchés publics au point de vue de l'achat des valeurs, et que, par suite, les changeurs n'étaient pas fondés à invoquer l'art. 2280. On ne peut davantage soutenir qu'une maison de banque est un marché public pour les prêts sur titres. Selon M. Tissier (14), « l'expression de marché ne peut « s'appliquer qu'à des achats et à des ventes. »

71. — 4° *Revendication exercée contre le véritable propriétaire.* — Il est douteux que le propriétaire qui reprendrait par vol les meubles loués ou déposés ou retenus par un créancier en dehors d'une constitution de gage expresse commettrait un vol, au sens pénal du mot. Seul le débiteur qui reprend par vol ou manœuvres frauduleuses les objets par lui donnés en gage, commet le délit de détournement de gage prévu par l'art. 400, 5° alinéa, du Code Pénal (15). Mais il est passible d'une action civile en dommages-intérêts, et d'une action en exécution ou résolution du contrat.

Le détenteur, locataire, créancier rétenteur, etc..., pourrait-il également revendiquer le meuble détenu contre le propriétaire du meuble ou contre ses ayants-cause ? Il est impossible de baser cette action sur l'art. 2279, 2°, puisqu'il n'y a pas eu vol. D'autre part, le contrat de dépôt, louage, etc... n'a pas conféré au détenteur un droit réel complet, opposable à tous. Si le propriétaire n'avait pas exécuté pri-

(14) Note précitée.

(15) Grenoble, 13 août 1908. S. 1909, 2, 269. Lanza.

mitivement le contrat, le détenteur n'aurait eu qu'une action personnelle pour l'y contraindre. S'il cesse de l'exécuter, le vol ou détournement du meuble ne modifie pas la nature du droit du détenteur à son encontre. Au contraire de la réintégration, mesure de police, pouvant être intentée par le fermier évincé même contre le bailleur, la revendication des meubles est une véritable action réelle de protection de la détention, qui peut être intentée contre tous sauf contre l'auteur du détenteur.

CHAPITRE III

Formes, effets et nature de la revendication exercée par le détenteur évincé

72. — *Formes de la revendication.* — Le détenteur a le choix entre la voie d'action et la voie de la saisie-revendication. La saisie-revendication est une saisie conservatoire qui a pour objet de mettre la chose saisie sous main de justice jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le droit réclamé par le saisissant. Elle peut porter sur tout objet mobilier. Elle ne peut être faite qu'en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal de première instance rendue sur requête (art. 826 du Code de Procédure Civile). Aux termes de l'art. 830 du Code de Procédure Civile, « la saisie-revendication sera « faite en la même forme que la saisie-exécution, si ce n'est « que celui chez qui elle est faite pourra être constitué gar- « dien ». Elle est suivie d'une instance en validité de saisie, qui ordonne la restitution de l'objet saisi au revendiquant, si celui-ci a pu faire la preuve de son droit.

En pratique le détenteur a un grand intérêt à agir par voie de saisie plutôt que par voie d'action. En effet, la saisie assure la conservation du meuble pendant la durée de l'ins-

tance, et est une preuve de la possession du défendeur. Elle n'a pas d'équivalent en matière immobilière où elle serait inutile.

73. — *Effets de la revendication.* — A la différence de la réintégrande, mesure de police, qui a un effet provisoire et n'a l'autorité de la chose jugée ni au possessoire ni au pétitoire, la revendication a un effet définitif. Elle déclare, avec l'autorité de la chose jugée, que le revendiquant a ou n'a pas un droit préférable à celui du détenteur actuel. D'autre part le revendiquant reprend le meuble sans avoir à subir sur sa valeur le concours des créanciers du défendeur.

74. — *Nature de la revendication.* — Il résulte de ce qui précède que l'action intentée par le détenteur est une action réelle pétitoire. Ce n'est pas une mesure de police, comme la réintégrande, mais une mesure de protection de la détention, que le détenteur peut utiliser contre quiconque l'évince, excepté contre son auteur.

Conclusion

En résumé, alors que les rédacteurs du Code Civil avaient ignoré la détention, ne lui avaient attaché aucun effet, et ne voulaient protéger qu'une possession réunissant au *corpus l'animus domini*, la jurisprudence a accordé une certaine protection à la détention.

D'une part, pour protéger le détenteur d'immeubles évincé, la jurisprudence a fait revivre dans notre droit une action dite possessoire, dont l'existence était inconnue du Code de Procédure Civile, la réintégrande. Elle en a fait une action qui n'est ni tout à fait personnelle, ni tout à fait réelle, mais une mesure de police et elle l'a accordée à toute personne qui a été évincée par violences ou voies de fait d'une détention actuelle, matérielle, paisible et publique. La réintégrande est accordée contre l'auteur de la violence, même s'il se prétend légitime propriétaire ou possesseur, même à notre avis s'il est lié par un contrat avec le détenteur évincé. C'est, en effet, une mesure provisoire, destinée à réprimer la violence et à maintenir l'ordre public, qui ne préjuge en rien des questions de propriété ou de possession. On saurait difficilement voir dans cette action une me-

sure de protection de la détention considérée en tant que telle. C'est une mesure d'ordre et de paix publique, fondée sur le principe que nul ne peut se faire justice à soi-même.

Mais on ne peut en dire autant de la revendication accordée par la jurisprudence au détenteur de meubles évincé par un vol. Cette jurisprudence, qui s'est formée dans le dernier tiers du XIX^e siècle, a créé un véritable régime de protection de la détention. Le détenteur étant responsable de l'objet volé envers son propriétaire, devant lui en rendre compte, on a étendu au détenteur le bénéfice de la règle posée par l'art. 2279, 2^o, du Code Civil. Il y a là une revendication de la détention, et les tribunaux condamnent à la restitution des meubles volés, ce qui marque bien le caractère réel de l'action. La protection de la détention offre cette particularité que la loi du 15 juin 1872 sur le vol des titres au porteur est inapplicable au détenteur. Même dans ce cas, c'est l'art. 2279, 2^o, qui s'applique. D'autre part si c'est le propriétaire lui-même qui reprend possession de son meuble par un moyen abusif, le détenteur n'aura pas d'action réelle contre lui, mais seulement l'action de son contrat.

Ce régime de protection est à rapprocher du contrat romain de *precarium* et du régime de protection du détenteur d'une parcelle du domaine public (1). Tant le précariste romain que le détenteur d'une parcelle du domaine public ont une protection parfaite contre les évictions de la part de toute

(1) Cf l'Introduction.

personne, excepté du propriétaire. C'est une protection analogue que la jurisprudence actuelle paraît avoir tendance à accorder au détenteur, quand elle ne se heurte pas à des textes précis de nos lois.

La conception jurisprudentielle de la détention se rapproche ainsi des conceptions allemande et suisse. Ces législations ne font pas de distinction entre la possession et la détention, quant à la protection possessoire. Elles n'en tiennent compte que pour l'acquisition de la propriété par la voie de la prescription. La détention est un fait; elle doit être protégée contre les troubles et évictions de fait. Dans un pays civilisé, et hors les cas de légitime défense, nul ne doit se faire justice à lui-même. La jurisprudence a comblé heureusement, dans la mesure de ses pouvoirs, une lacune de nos codes.

Vu, le Doyen :

BERTHÉLÉMY.

Vu, le Président :

RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Recteur,

L'Inspecteur d'Académie,

P. MASSOULIER.

Bibliographie

- C. APPLETON. — De la possession et des actions possessoires. *Thèse*, 1871.
- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édition, 1897-1922.
- BAZENET. — Les actions possessoires dans leurs rapports avec le droit civil, et d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, 1923.
- A. COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français, 4^e édition, 1923.
- DOUARD. — La réintégrande. *Thèse*, Caen, 1899.
- FEILLARD. — La réintégrande. *Thèse*, Rennes, 1900.
- DE FOLLEVILLE. — De la possession précaire, 1875.
- GARSONNET et CÉZAR-BRU. — Traité théorique et pratique de procédure civile et commerciale, 3^e édition, 1912.
- GLASSON et TISSIER. — Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure civile, 3^e édition, 1925.
- F. GOYET. — Précis de droit pénal spécial, 1925.

HANSY. — La revendication qui dérive du droit de rétention. *Thèse*, Paris 1899.

JAPIOT. — Traité élémentaire de Procédure Civile et commerciale, 2^e édition 1929.

PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 4^e édition 1906.

PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français, tome III, les Biens, avec le concours de M. Maurice Picard, 1926.

— Tome XII. Sûretés réelles (première partie), avec le concours de M. Emile Becqué, 1927.

Recueil Dalloz.

Recueil Sirey.

Recueil de la Gazette du Palais.

RIPERT. — La règle morale dans les obligations civiles.

VIEL. — De l'emploi de l'action possessoire à l'occasion des dépendances du domaine public. *Thèse*, 1907.

ALBERT WAHL. — Précis théorique et pratique de droit commercial, 1922.

— Traité des titres au porteur.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	5
1. Possession et détention. — 2. <i>L'animus</i> . — 3. Définition de la détention. — 4. Protection de la détention. — 5. Effets de la détention d'après la jurisprudence. — 6. La détention du domaine public. — 7. Plan.	
<i>PREMIÈRE PARTIE</i>	
LA PROTECTION JUDICIAIRE DU DÉTENTEUR D'IMMEUBLE ÉVINCE	13
CHAPITRE PREMIER. — <i>Existence de la réintégrande et protection du détenteur par la réintégrande</i>	14
Section I. — Les textes	14
8. Les Codes. — 9. Les lois postérieures.	
Section II. — La doctrine	16
10. Opinions refusant au détenteur l'exercice de la réintégrande. — 11. Historique de la réinté- grande. — 12. Historique de la réintégrande (suite). — 13. Opinion accordant l'exercice de la réintégrande au détenteur,	

	Pages
<i>Section III. — La jurisprudence</i>	23
14. Exposé de la jurisprudence.	
<i>CHAPITRE II. — Conditions d'exercice de la réinté-</i> <i>grande par le détenteur</i>	27
15. La réintégrande en matière de meubles. —	
16. Plan.	
<i>Section I. — A quels détenteurs la réintégrande est-elle</i> <i>accordée ?</i>	
17. Caractères que doit présenter la détention. —	
18. 1° Détention actuelle. — 19. 2° Détention	
matérielle. — 20. Détention matérielle (suite).	
La réintégrande en matière de servitudes. —	
21. 3° Détention paisible et publique.	
<i>Section II. — Contre quelles violences le détenteur est-</i> <i>il protégé par la réintégrande ?</i>	39
22. § 1. <i>Eviction.</i> — 23. Caractères de la dépos-	
session. — 24. Caractères de la dépossession	
(suite). — 25. § 2. <i>Violence et voie de fait.</i> —	
26. 1° La violence et la voie de fait. Défini-	
tions. — 27. Caractères de la violence. — 28.	
Voies de fait réprimées pénalement. — 29.	
Voies de fait délits civils. — 30. Voies de fait	
délits civils (suite). Régime des eaux. — 31.	
Voies de fait ne donnant pas ouverture à réin-	

tégrande. — 32. 2° Fonds sur lequel doit être accomplie la voie de fait pour donner ouverture à réintégrande.

<i>Section III.</i> — Contre qui le détenteur évincé peut-il agir en réintégrande	53
33. A) <i>Jurisprudence.</i> — 34. 1° L'auteur de la voie de fait prétend être légitime détenteur. — 35. L'auteur de la voie de fait est une autorité administrative. — 36. 2° L'auteur de la voie de fait a agi dans l'intérêt d'autrui. — 37. 3° Il y a des relations contractuelles entre l'auteur de la voie de fait et le détenteur évincé. — 38. 4° Nature de la réintégrande. — 39. B) <i>Doctrine.</i> — 40. Nature de la réintégrande. — 41. Nature de la réintégrande (suite).	

CHAPITRE III. — <i>Pouvoirs du juge et effets de la réintégrande</i>	69
--	----

<i>Section I.</i> — Du non-cumul du possessoire et du pétitoire	69
42. Effets généraux de la règle du non-cumul. — 43. Application de la règle du non cumul à la réintégrande intentée par le fermier contre son bailleur.	

	Pages
<i>Section II.</i> — La décision du juge et son autorité	73
44. Quelles décisions peut prendre le juge ? —	
45. Effets du jugement.	

DEUXIÈME PARTIE

LA PROTECTION DU DÉTENTEUR DE MEUBLES EN CAS D'ÉVICTION	77
---	----

- 46. Comparaison de la protection du détenteur d'immeubles et du détenteur de meubles. —
- 47. Création de la protection du détenteur de meubles. — 48. Plan.

CHAPITRE PREMIER. — <i>De l'existence au profit du détenteur d'une action en revendication des meubles volés</i>	81
--	----

<i>Section I.</i> — Les textes	81
--------------------------------------	----

- 49. Historique. — 50. Le Code Civil. — 51. Loi du 15 juin 1872.

<i>Section II.</i> — La jurisprudence	84
---	----

- 52. Plan. — 53. § 1. *Droit commun applicable à tous les meubles perdus ou volés.* — 54. Revendication et saisie-revendication. — 55. § 2. *Régime spécial des titres au porteur perdus ou volés.*

	Pages
<i>Section III. — La doctrine</i>	89
56. § 1. Droit commun applicable à tous les meubles perdus ou volés. — 57. § 2. Régime spécial des titres au porteur perdus ou volés. — 58. Opinion extensive de la loi de 1872. — 59. Critique.	
<i>CHAPITRE II. — Conditions d'exercice de la revendication par le détenteur de meubles volés</i>	97
60. Plan.	
<i>Section I. — Caractères de la détention protégée</i>	97
61. Détention actuelle. — 62. Durée de la protection. — 63. Qualités de la détention.	
<i>Section II. — Dépossessions contre lesquelles le détenteur est protégé</i>	99
64. Principe. — 65. Le vol. — 66. Abus de confiance et escroquerie.	
<i>Section III. — Contre qui le détenteur peut-il agir en revendication ?</i>	102
67. 1° Revendication contre un possesseur de mauvaise foi. — 68. 2° Revendication contre un possesseur de bonne foi. — 69. Effets de la bonne foi. — 70. 3° Revendication exercée contre un créancier gagiste. — 71. 4° Revendication exercée contre le véritable propriétaire.	

	Pages
CHAPITRE III. — <i>Formes, effets et nature de la revendication exercée par le détenteur évincé</i>	111
72. Formes de la revendication. — 73. Effets. — 74. Nature.	
CONCLUSION	117
BIBLIOGRAPHIE	117
